

Ambassadeur de Chine : Les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Chine mises en avant

P.03

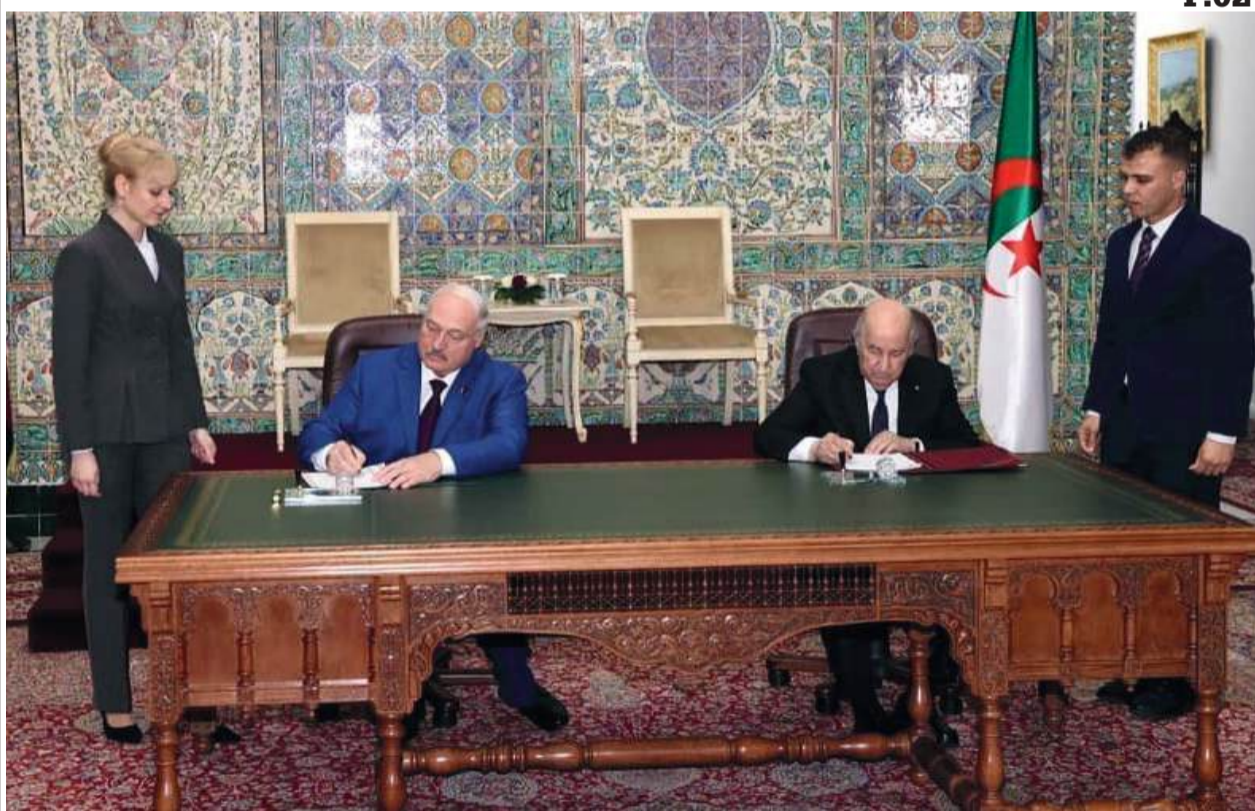
**Le président de la République
réaffirme la position de l'Algérie
en faveur des droits légitimes des
peuples palestinien et sahraoui**

P.02



**La Biélorussie souhaite
élever ses relations avec
l'Algérie au plus haut
niveau possible**

P.02



Éducation :



**Recrutement des
enseignants :
Saâdoui fixe la date de
reprise des concours**

P.03

Sauvetage en mer :



**Un marin français adresse
un message de gratitude à
la Marine algérienne**

P.03

Jeunes volontaires :



**Le ministre de la jeunesse,
Mustafa Hidaoui, accueilli
à l'aéroport Rabah Bitat
pour une visite à El Tarf**

P.24

Annaba :

**Le wali donne le coup
d'envoi de la Journée de
prévention des drogues
et des substances
psychotropes**

P.06



Le président de la République réaffirme la position de l'Algérie en faveur des droits légitimes des peuples palestinien et sahraoui

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, mercredi, la position de l'Algérie en faveur d'une solution juste garantissant au peuple palestinien ses droits légitimes et l'établissement de son Etat indépendant, ainsi qu'en faveur d'une solution politique juste permettant au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination.

Dans une déclaration conjointe à la presse avec son homologue biélorusse, M. Alexandre Loukachenko, à l'issue de leurs entretiens, au siège de la Présidence de la République, le président de la République a dit : "au cours de nos entretiens, nous avons passé en revue des questions internationales et régionales".

"Concernant la question palestinienne, nous avons rappelé qu'il ne saurait y avoir de paix au Moyen-Orient sans une solution juste qui rétablisse les droits du peuple palestinien conformément à la légalité internationale et qui garantisse l'établissement de l'Etat

palestinien indépendant avec El-Qods pour capitale", a-t-il précisé.

S'agissant de la situation en Libye, "nous avons réaffirmé la nécessité d'une solution pacifique à travers l'entente et le dialogue entre les Libyens, l'organisation d'élections et le rejet de toute ingérence étrangère", a ajouté le président de la République.

Concernant le Sahara occidental, "nous avons également réaffirmé la nécessité d'une solution politique juste conforme à la légalité internationale, permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, tout en réitérant notre soutien à l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies", a poursuivi le président de la République.

Il a en outre souligné que cette rencontre avait "permis un échange de vues sur les développements du conflit russo-ukrainien et ses répercussions régionales et internationales".

"Nous sommes, avec son excellence le président Alexandre Loukachenko, en faveur de la promotion du dialogue et



des négociations comme moyen permettant d'éviter l'escalade et de parvenir à une solution pacifique sur la base de la coopération internationale et de la Charte des Nations unies", a précisé le président de la République.

Il a, par ailleurs, indiqué que la visite officielle de son homologue biélorusse en Algérie "reflète la volonté politique commune de renforcer les relations entre les deux pays".

"Cette visite, la première à ce niveau, intervient après deux étapes clés dans les relations entre les deux pays", a-t-il souligné. Il s'agit de la célébration du

30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays et de la tenue, en Biélorussie, de la première session de la Commission intergouvernementale mixte, dont les conclusions ont été "encourageantes".

Le président de la République a, par là même, indiqué que la deuxième session de cette Commission "se tiendra dans les prochaines semaines en Algérie".

Ce sera "l'occasion d'étendre et de renforcer les domaines de coopération et de lancer des mécanismes permettant de surmonter les difficultés, notamment l'éloignement géographique", a-t-il dit.

Le président de la République s'est en outre félicité de ses entretiens avec son homologue biélorusse, qui ont permis d'évaluer les résultats des étapes parcourues dans "le processus de coopération" et d'évoquer "les grandes lignes de la feuille de route

de la coopération multisectorielle 2026-2027".

"Nous sommes convenus d'encourager le partenariat et l'investissement dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de la santé animale, des industries mécanique et pharmaceutique, de l'énergie et de la recherche scientifique", a fait savoir le président de la République, se félicitant de "la signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays, qui ouvrent des perspectives prometteuses pour le partenariat bilatéral dans un cadre institutionnel pérenne".

Le président de la République s'est également félicité des "résultats du Forum d'affaires algéro-biélorusse, qui contribueront à l'intensification des échanges commerciaux", qui demeurent faibles, a-t-il dit, soulignant "l'importance de saisir les opportunités d'investissement qui s'offrent aux deux pays".

Le Président biélorusse exprime la volonté de son pays de porter ses relations avec l'Algérie au "plus haut niveau possible"

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, a exprimé, mercredi, la volonté de son pays de renforcer ses relations bilatérales avec l'Algérie et de les porter au "plus haut niveau possible".

"Nous allons œuvrer à renforcer nos relations afin de les porter au niveau le plus élevé possible", a indiqué le Président biélorusse dans une déclaration à la presse à l'issue des entretiens qu'il a eus avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Qualifiant sa visite en Algérie d'étape "historique" dans les relations entre les deux pays, il a indiqué qu'il partageait une "approche pragmatique" avec le président de la République.

Il a indiqué avoir discuté avec le président de la République des relations bilatérales et des questions internationales, se disant "impressionné" par les progrès accomplis par l'Algérie dans plusieurs domaines, notamment en matière des technologies de pointe.

Il s'est également félicité des accords "très importants" conclus entre les deux pays à l'occasion de cette visite.

M. Loukachenko a, en outre, exprimé la disponibilité de son pays à "partager son expertise, ses compétences et ses technologies" avec l'Algérie dans



plusieurs domaines, d'autant plus, a-t-il dit, que l'Algérie offre des opportunités d'investissement "très prometteuses".

Enfin, le Président biélorusse a invité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que les membres du Gouvernement et les experts algériens à se rendre en Biélorussie.

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, a achevé, mercredi, une visite officielle de deux jours en Algérie.

Au cours de cette visite, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue biélorusse ont signé une Déclaration conjointe sur le renforcement des relations de partenariat et d'amitié entre les deux pays, à l'issue de leurs entretiens en tête-à-tête, au siège de la présidence de la République, élargis par la suite aux membres des délégations des deux pays.

Plusieurs accords et mémorandums d'entente de coopération dans divers domaines ont été également signés entre les deux pays. Il s'agit d'un accord sur la coopération militaire et technique, une feuille de route pour la promotion de la coopération commerciale, économique, scientifique et technique (2026-2027), un mémorandum d'entente entre les ministères de la Justice des deux pays, un accord de coopération dans les domaines de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation et un mémorandum d'entente dans le domaine de l'Enseignement supérieur.

Les deux parties ont également

signé des mémorandums d'entente



dans les domaines respectivement de la coopération industrielle, la santé animale, le secteur agricole, l'entrepreneuriat et l'innovation, ainsi qu'un autre mémorandum d'entente de coopération entre l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC) et le Centre gouvernemental biélorusse d'accréditation.

Dans une déclaration conjointe à la presse avec son homologue biélorusse, le président de la République s'est félicité de la signature de ces accords de coopération qui ouvrent des "perspectives prometteuses" pour le partenariat entre les deux pays.

Le président de la République s'est également félicité des résultats du Forum économique algéro-biélorusse qui contribueront à "l'intensification

des échanges commerciaux bilatéraux", soulignant que cette visite officielle "reflète la volonté politique commune de renforcer les relations entre l'Algérie et la Biélorussie".

A cette occasion, le président de la République a réaffirmé "la position de l'Algérie en faveur d'une solution juste garantissant au peuple palestinien ses droits légitimes et l'établissement de son Etat indépendant, et aussi d'une solution politique juste permettant au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination".

S'agissant de la situation en Libye, le président de la République a "réaffirmé la nécessité d'une solution pacifique à travers l'entente et le dialogue entre les Libyens, l'organisation des élections et le rejet de toute ingérence étrangère".

Le président de la République a, en outre, relevé que la visite du Président biélorusse a permis "un échange de vues sur les développements du conflit russo-ukrainien", soulignant la nécessité de "parvenir à une solution pacifique sur la base de la coopération internationale et de la Charte des Nations unies".

A noter que le président de la République a échangé, à l'occasion de cette visite, des cadeaux symboliques avec son homologue biélorusse.

Attaf reçoit le vice-ministre des relations internationales et de la coopération de la République de l'Afrique du Sud

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, jeudi au siège du ministère, le vice-ministre des relations internationales et de la coopération de la République de l'Afrique du Sud, pays frère, M. Alvin Botes, indique un communiqué du ministère.

M. Alvin Botes était arrivé en Algérie en "visite officielle s'inscrivant essentiellement dans le cadre de la représentation de son pays aux travaux de la 12e session du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique « Processus d'Oran », tenu à Alger les 1 et 2 décembre 2025", ajoute le communiqué.

Lors de leurs entretiens, les deux parties ont exprimé "leur satisfaction quant au rythme

croissant des relations de coopération entre les deux pays frères, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de la dernière session de la Grande Commission mixte, réunie en Algérie sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et de son frère le président de la République de l'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa".

Dans ce cadre, les deux parties ont salué "la

cohérence et la convergence des positions des deux pays à l'égard des causes justes à l'échelle continentale et internationale, particulièrement les causes palestinienne et sahraoui, réaffirmant l'attachement des deux pays aux résolutions pertinentes de la légalité internationale et à la doctrine onusienne immuable en matière de décolonisation", conclut le communiqué du ministère.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE

Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim

Directeur de la publication : Noureddine Boukraa

Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine

Tél/Fax : 038 45 58 35

Tél/Fax : 038 45 58 36

Tél/Fax : 038 45 58 37

Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times

Site web: www.seybousestimes.dz

Email: redaction@seybousestimes.dz

contact@seybousestimes.dz

Facebook : SEYBOUSE TIMES

Impression : SIE Constantine

Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER

TEL : 021 73 71 28

021 73 76 78

021 74 99 81

FAX : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

AMBASSADEUR DE CHINE: Les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Chine mises en avant

L'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, a affirmé, mercredi à Alger, que l'année 2026 constituera une étape charnière dans le processus de coopération entre l'Algérie et la Chine, d'autant plus qu'elle marquera le début de la mise en œuvre du 15e "Plan quinquennal chinois", en parallèle avec la dynamique d'édification de "l'Algérie nouvelle". Lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ambassade de Chine en Algérie, le diplomate chinois a précisé que les deux pays "se trouvent à l'aube d'une étape historique, ouvrant des perspectives plus larges pour le développement commun". Et d'ajouter que l'Algérie et la Chine sont "deux pays amis sincères et deux partenaires naturels, unis par une vision commune du développement".

L'ambassadeur chinois a, en outre, réaffirmé la disponibilité de son pays à "travailler main dans la main avec l'Algérie pour assurer la mise en œuvre effective des importantes convergences auxquelles sont parvenus les dirigeants des deux pays, renforcer les échanges entre les deux peuples, approfondir la coopération dans tous les domaines et hisser le partenariat stratégique global algéro-chinois à un niveau supérieur". A cette occasion, le diplomate chinois a rappelé la dynamique qui a marqué les relations bilatérales au cours de cette année, notamment à travers "le renforcement des relations politiques entre les deux pays, grâce aux contacts réguliers entre les hauts responsables et à la poursuite des échanges d'expertises en matière de gouvernance, ainsi qu'à l'étroite coordination autour des questions

régionales et internationales". Sur le plan économique, l'ambassadeur a souligné que "les partenariats concrets entre les deux parties se sont nettement approfondis", précisant que le volume des échanges commerciaux s'est maintenu à un niveau élevé cette année, avec des indicateurs positifs qui augurent que ce niveau sera supérieur à celui de l'année dernière. Le Forum algéro-chinois sur l'investissement a, également, eu "un franc succès, couronné par la signature de plusieurs accords portant sur des projets d'une valeur supérieure à deux milliards USD, tandis que le volume des investissements chinois en Algérie avoisine les 7 milliards USD". Il a souligné, à cet égard, "l'avancement des projets et le lancement de vols directs, ainsi que les progrès enregistrés dans



les domaines des mines, des énergies renouvelables et de la numérisation". Sur le plan culturel, l'année en cours a été marquée par "une forte impulsion des échanges", ajoute l'ambassadeur, avec l'ouverture du premier institut "Confucius" à l'Université d'Alger 2, et l'organisation d'événements culturels et de concours linguistiques, à même de renforcer les liens d'amitié historiques entre les deux peuples".

Pour sa part, le président de l'Association d'amitié algéro-chinoise, Smail Debeche, a évoqué la dimension humaine qui caractérise les relations algéro-chinoises, à commencer par le soutien à la Révolution de libération, soulignant que ces relations "se sont encore renforcées après l'indépendance, dans le cadre du partage des mêmes valeurs et de la convergence des points de vue sur les questions régionales et internationales". Le directeur du Musée national du moudjahid, Hassan Maghdouri, a quant à lui abordé les relations algéro-chinoises, rappelant le soutien de la Chine à la Révolution de libération, notamment à travers ses relations officielles avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

APRÈS SON SAUVETAGE EN MER: un marin français adresse un message de gratitude à la Marine algérienne

Un marin français, prénommé Nicolas Charpy, a tenu à exprimer sa profonde reconnaissance à l'officier de la Marine algérienne qui l'a secouru en mer le 21 novembre 2025. Ce jour-là, le sexagénaire se trouvait à bord de son voilier au nord des côtes d'Aïn Benian, à Alger, lorsqu'il a été victime d'un malaise soudain. Après son rétablissement, Nicolas Charpy a alors publié, le 1er décembre 2025, un message profondément émouvant sur sa page Facebook, adressé directement à l'officier des forces navales algériennes qui a participé à son sauvetage. Il y écrit notamment :

« À toi équilibriste des forces



navales Algériennes au bout de ton treuil d'hélicoptère dont je ne sais même pas le nom. Malgré tout l'entraînement que vous avez il faut et je suis encore là vivant pour en témoigner, un engagement plus que total. Quand j'ai vu ton regard j'ai su que je pouvais lâcher mon bateau. Que tu ferra tout ton possible pour m'attraper. Tu a tout mon respect. Les médailles on été inventé pour des gens comme toi »

Une opération de sauvetage spectaculaire et parfaitement coordonnée
Dès réception de l'appel de détresse, les services spécialisés de la Marine nationale algérienne ont alors immédiatement déclenché le dispositif d'intervention d'urgence. La coordination s'est effectuée entre le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer et le Centre régional d'Alger, relevant de la Première région militaire. La priorité était donc de localiser rapidement l'embarcation en difficulté et de sécuriser le marin, dont l'état de santé suscitait de vives inquiétudes. Une hélicoptère de recherche et de sauvetage AS-12, appartenant au

groupe 560, a été mobilisée dans des conditions météorologiques délicates et à une distance importante des côtes, soit à près de 57 milles nautiques au nord d'Aïn Benian. Après avoir localisé le voilier, l'équipage a procédé à une manœuvre d'une extrême précision pour rejoindre le marin en détresse. Suspendu au treuil de l'hélicoptère, l'officier sauveteur a réussi à atteindre le navire et à prendre en charge le ressortissant français dans des conditions de sécurité optimales. L'opération d'hélicoptère s'est déroulée en quelques minutes, démontrant le haut niveau de formation et de préparation des équipes de sauvetage algériennes. Une fois à bord de

l'appareil, Nicolas Charpy a été immédiatement pris en charge par le personnel médical, avant d'être évacué en urgence vers l'hôpital de Zéralda pour recevoir les soins nécessaires. Ainsi, selon les autorités, l'intervention rapide des forces navales a permis d'éviter toute complication grave. Le marin a été hospitalisé sous surveillance avant de voir son état de santé s'améliorer rapidement. Cette opération est venue une nouvelle fois confirmer l'efficacité du dispositif algérien de recherche et de sauvetage en mer, régulièrement salué pour son professionnalisme et sa réactivité face aux situations d'urgence en Méditerranée.

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS: Saâdoui fixe la date de reprise des concours

Le ministère de l'Éducation prépare un recrutement massif pour répondre à la pression démographique et renforcer les effectifs pédagogiques. Lors d'une séance de travail avec les syndicats, le ministre Mohamed Seghir Saâdoui a confirmé que le concours national de recrutement des enseignants sera officiellement annoncé la semaine prochaine. Marquant le coup d'envoi d'une opération attendue depuis plusieurs années. Le secteur éducatif, confronté à une pression croissante liée à l'arrivée annuelle d'un million de nouveaux élèves en première année primaire, voit dans cette initiative un levier

essentiel pour garantir la qualité de l'enseignement et élargir l'accès aux établissements scolaires. **Priorité aux diplômés des Écoles normales supérieures pour un encadrement renforcé**
Le ministre a souligné que le recrutement se concentrera principalement sur les diplômés des Écoles normales supérieures (ENS). Identifiés comme les profils les plus aptes à répondre aux besoins croissants d'encadrement pédagogique. « La coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur se poursuit pour élargir le réseau des ENS et finaliser les recrutements en fonction des besoins réels du secteur », a précisé Saâdoui.



Cette orientation vise à assurer non seulement la disponibilité d'enseignants qualifiés. Mais également une meilleure répartition des ressources humaines sur l'ensemble du territoire national. **Révision du statut particulier : vers plus d'équité entre les corps**
Le ministère a également annoncé la révision du décret exécutif 25-

54 relatif au statut particulier des personnels de l'Éducation nationale. En mettant l'accent sur les insuffisances relevées pour les services économiques et autres corps. Une commission sectorielle a élaboré des propositions basées sur les référentiels juridiques et organisationnels, dans le souci d'assurer l'équité entre les différents corps. Le ministre a demandé que ces propositions fassent l'objet d'un consensus syndical avant leur mise en œuvre. **Inspection, activités scolaires et transfert progressif de missions**
Par ailleurs, le ministre organisera une conférence nationale des inspecteurs les 20 et 21 décembre

à Constantine, consacrée au rôle de l'inspection dans l'amélioration des performances des établissements. Il invite les syndicats à y participer afin de renforcer la collaboration autour de ces enjeux stratégiques. En outre, le ministère a mis en place une commission inter-ministérielle pour étudier le transfert progressif de certaines missions des écoles primaires depuis les collectivités locales. Il prévoit des mesures immédiates pour renforcer les effectifs et améliorer la gestion des cantines scolaires, avec une application partielle dès cette année et une mise en œuvre complète à la prochaine rentrée.

STATUT PARTICULIER DES FONCTIONNAIRES APPARTENANT AUX CORPS SPÉCIFIQUES

Le ministre de l'Education préside une séance de travail avec les syndicats

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, jeudi, l'ouverture des travaux d'une séance de travail avec les représentants des organisations syndicales, consacrée à la présentation de l'avant-projet du décret exécutif portant modification du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'Education nationale, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution prononcée à cette occasion, le ministre a affirmé que "les insuffisances relevées dans le décret exécutif n 25-54 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'Education nationale, concernent essentiellement le corps des fonctionnaires des services économiques, en sus des propositions et observations soulevées par les organisations syndicales dans d'autres corps", précise la même source. "La commission sectorielle chargée du dossier a tenu, depuis le début de ses travaux, des réunions continues ayant abouti à la formulation de propositions fondées sur des références juridiques et réglementaires, tout en prenant en considération les principes d'équité et de justice entre les différents corps",

a-t-il précisé. M. Sadaoui a révélé avoir donné "des orientations claires en vue de parvenir à un consensus des organisations syndicales autour des propositions, en vue d'aboutir à l'unanimité". Il a également évoqué plusieurs axes liés au dossier et au secteur dans son ensemble, passant en revue les principales décisions prises et mesures engagées par le ministère de l'Education nationale. Dans ce sillage, il a annoncé "l'organisation, les 20 et 21 décembre 2025 à Constantine, d'un séminaire national des inspecteurs sur le thème: « L'inspection et son rôle dans l'amélioration de la performance des établissements éducatifs », adressant "une invitation officielle aux présidents des organisations syndicales à participer à ce rendez-vous pédagogique important, en tant qu'espace de dialogue et d'échange d'expériences sur le terrain". Il a aussi révélé que "le budget du secteur pour l'exercice 2026 a enregistré une hausse de 8,2 %, ce qui renforcera les capacités d'investissement dans la construction de structures éducatives et permettra de faire face à la pression observée dans certaines régions, l'une des principales préoccupations



socioprofessionnelles soulevées", rappelant que le secteur accueille chaque année "plus d'un million de nouveaux élèves en première année primaire, ce qui nécessite une extension permanente des structures scolaires afin de garantir la qualité de la scolarisation et d'offrir un environnement éducatif propice". Le ministre a fait observer que "le programme spécial de l'année 2025 a permis l'inscription de 196 écoles primaires, 100 CEM et 60 lycées, et que le budget 2026 prévoit la programmation de 260 écoles primaires, 177 CEM et 140 lycées", tout en maintenant le soutien aux wilayas à forte densité démographique, afin d'assurer des espaces éducatifs suffisants et propices", soulignant que "la coordination est en cours avec les services des ministères de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, ainsi qu'avec les collectivités locales, pour

concrétiser ces programmes dans les délais impartis". Il a, par ailleurs, déclaré que "le concours de recrutement des enseignants sera annoncé la semaine prochaine", réaffirmant que "la priorité dans le recrutement est accordée aux diplômés des Ecoles normales supérieures, considérés comme la solution la plus appropriée pour couvrir les besoins en encadrement pédagogique". "La coordination est en cours avec le ministère de l'Enseignement supérieur en vue d'étendre le réseau de ces écoles et de garantir la finalisation des opérations de recrutement en adéquation avec les besoins du secteur", a-t-il dit. Concernant les activités culturelles et sportives, le ministre a insisté sur la poursuite du "renforcement des aspects scientifiques et pédagogiques au sein des établissements, à travers la relance des concours scientifiques, de la robotique, des clubs éducatifs et des activités sportives, au regard de leur impact direct sur l'épanouissement des talents et l'ancrage de l'esprit de compétition positive". S'agissant de la gestion des écoles primaires, M. Sadaoui a annoncé l'installation de "la commission sectorielle conjointe avec les

ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, des Finances, ainsi que du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en vue d'examiner les mécanismes permettant d'améliorer leur gestion et de préparer le transfert progressif de certaines missions de gestion des écoles primaires du ministère de l'Intérieur au ministère de l'Education nationale, tout en prenant des mesures urgentes pour doter les écoles en travailleurs professionnels et renforcer les cantines scolaires". Concernant les curricula éducatifs et l'organisation de l'enseignement, le ministre a révélé que "la commission ad hoc a achevé la première phase de ses travaux, et que les résultats seront annoncés dans les prochains jours, pour une application progressive de certains volets durant la saison scolaire en cours, en attendant l'application intégrale dès la prochaine rentrée scolaire". Au terme de son intervention, le ministre a insisté sur la nécessité "d'orienter les efforts vers la protection et la promotion du système éducatif et la promotion de son rendement, à travers le strict respect des lois encadrant les compétences des instances, ainsi que la pratique de l'action syndicale".

Le ministère de la Santé annonce la prolongation de la période de vaccination contre la poliomyélite jusqu'au 8 décembre

Le ministère de la Santé a annoncé, vendredi dans un communiqué, la prolongation de la période de vaccination contre la poliomyélite jusqu'au lundi 8 décembre courant, à travers l'ensemble du territoire national. "Cette décision vient en réponse à la demande accrue exprimée par les parents et à l'interaction positive enregistrée depuis le lancement de la campagne, reflétant ainsi une prise de conscience de l'importance de protéger les enfants contre cette maladie", ajoute la même source.



"La vaccination est le moyen le plus efficace pour la prévention de la poliomyélite et la protection de la santé publique", note le communiqué.

Coordination entre les ministères des Travaux publics et de l'Intérieur pour résoudre le cas des ralentisseurs non conformes

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a affirmé, jeudi, que son secteur œuvre, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi qu'avec les Walis, à résoudre le cas des ralentisseurs n'ayant pas été réalisés dans les normes, afin de les mettre en conformité, tant au niveau des routes nationales qu'urbaines, et en enlevant ceux installés de façon anarchique. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Mohamed Ouakli, vice-président de l'Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Djellaoui a expliqué que cette opération, pour laquelle une instruction conjointe a



été adressée aux Walis, vise à réduire les accidents de la circulation et à assurer la sécurité des véhicules. Répondant à l'un des députés, le ministre a indiqué que le phénomène des ralentisseurs non conformes aux normes ou installés de manière anarchique constitue un "véritable problème auquel il sera remédié".

Signature d'un accord de coopération entre le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie et le Haut commissariat à la numérisation

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a signé, mercredi à Alger, un accord de coopération avec le Haut commissariat à la numérisation visant à renforcer la numérisation du secteur en hébergeant ses différentes plateformes au niveau du Centre national algérien des services numériques. L'accord a été signé au siège du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, par la ministre du secteur, Kaouter Krikou, et la ministre, Haute commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, en présence des cadres des deux secteurs.

Cet accord définit les modalités de coopération entre le ministère de l'Environnement et le Haut commissariat à la numérisation concernant la mise à disposition et l'exploitation des ressources cloud de l'Etat au sein du Centre national algérien des services numériques, ce qui accélère le rythme de la transformation numérique du secteur. Dans une allocution à cette occasion, Mme Krikou a affirmé que "cette coopération concrétise le processus de modernisation et de numérisation du secteur, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre d'une vision globale basée sur l'union des efforts". La ministre a en outre précisé que le secteur "fournit de nombreux services publics qui nécessitent un accompagnement numérique, permettant d'atteindre l'efficacité des services et l'efficience dans la gestion publique, tout en tenant compte des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, renforçant ainsi la souveraineté numérique". Cette signature vient couronner une série de rencontres entre les cadres des deux parties, dans le but d'identifier et de définir les services publics à numériser, selon Mme Krikou, qui a cité notamment les services liés à l'accompagnement et au contrôle des établissements classés, ainsi que le système intégré de gestion des déchets.



De son côté, Mme Benmouloud a affirmé que cette coopération s'inscrit dans le cadre du processus de soutien et d'accompagnement des secteurs ministériels pour accélérer la numérisation de leurs services et concrétiser leur transformation numérique. La ministre, Haute Commissaire à la Numérisation, a expliqué qu'après l'achèvement de la réalisation du Centre national algérien des services numériques, le Haut Commissariat a mis en place un éventail de services de cloud computing incluant le calcul, le stockage, la mémoire, l'hébergement, les réseaux et la sécurité informatique, des services qui sont désormais accessibles à tous les secteurs ministériels. L'accord signé avec le ministère de l'Environnement vise à encadrer l'exploitation de ces ressources cloud afin d'accélérer la numérisation et la transformation numérique du secteur, a ajouté Mme Benmouloud, soulignant que ces services "renforcent la mutualisation des ressources et la rationalisation des dépenses publiques, l'Etat ayant grandement investi dans ce projet supervisé par le Haut Commissariat". Elle a, en outre, affirmé que ces services "permettent aux secteurs d'économiser du temps, des efforts et sur le plan budgétaire, des services, a-t-elle dit, qui offrent la possibilité de développer et d'héberger les solutions numériques à distance dans un environnement fiable et sécurisé".

APRÈS DES ANNÉES D'ARRÊT: L'usine automobile KIA de Batna en voie de relance

L'industrie automobile algérienne pourrait bientôt enregistrer un nouveau tournant avec la relance annoncée de l'usine Kia de Batna. Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a confirmé ce jeudi 4 décembre, lors d'une séance publique à l'Assemblée populaire nationale, qu'une demande d'autorisation préalable a officiellement été déposée pour reprendre l'activité de fabrication au sein de cette unité industrielle restée à l'arrêt ces dernières années.

Cette annonce intervient dans un contexte de réorganisation profonde du secteur automobile en Algérie, après plusieurs scandales liés à l'ancien système de montage. Répondant à une question d'un député sur la possibilité concrète de rouvrir l'usine, le ministre a précisé que l'usine Kia fait partie des biens saisis par l'État dans le cadre des affaires de corruption. Ces actifs, désormais sous



contrôle public, font l'objet d'une nouvelle stratégie d'exploitation économique.

Relance de l'usine Kia à Batna : une demande officielle déposée
Selon Yahia Bachir, la propriété de l'usine a été transférée à la société Fondal, une filiale du groupe public SNS (Sider). Cette entreprise est appelée à jouer un rôle clé dans la relance industrielle du site, en conformité avec la nouvelle politique nationale de l'industrie mécanique et automobile.

Le ministre a également souligné que la demande d'autorisation déposée s'inscrit dans le cadre du nouveau cahier des charges de l'industrie automobile en Algérie. Ce nouveau modèle repose sur trois principes majeurs : d'abord, l'obligation d'atteindre un véritable taux d'intégration locale, afin de réduire la dépendance aux importations.

Ensuite, l'obligation pour les investisseurs de s'appuyer sur un réseau de sous-traitants locaux

avant même le démarrage de la production. Enfin, l'abandon définitif de l'ancien modèle basé uniquement sur l'assemblage de kits importés, au profit d'un modèle industriel durable et créateur de valeur.

Kia bientôt de retour à Batna : le projet entre dans sa phase concrète

Pour les autorités, l'objectif est clair : construire une industrie automobile réelle, capable de soutenir l'économie nationale, de créer des emplois durables et de renforcer les capacités de production locales. « La relance de l'usine se fera selon des normes garantissant l'efficacité et la compétitivité de l'industrie mécanique en Algérie », a assuré le ministre.

La relance de l'usine Kia de Batna est également attendue avec beaucoup d'espoir par la population locale. La fermeture du site avait entraîné la perte de nombreux emplois directs

et indirects, affectant fortement l'activité économique dans la région. Une reprise effective permettrait de redynamiser le tissu industriel local et de relancer la sous-traitance.

Cependant, plusieurs défis restent à relever, notamment en matière d'investissement, de transfert de technologie et de formation de la main-d'œuvre. Le succès de cette relance dépendra aussi de la capacité des autorités à imposer le respect strict du nouveau cadre réglementaire, afin d'éviter les dérives du passé.

Avec cette annonce, le gouvernement réaffirme sa volonté de tourner définitivement la page de l'ancien modèle de montage pour bâtir une véritable industrie automobile nationale. La relance de l'usine Kia pourrait ainsi devenir un symbole du renouveau industriel que l'Algérie ambitionne de mettre en place dans les prochaines années.

CAPTEURS POUR DIABÉTIQUES:

Ces modelés font l'objet d'un rappel mondial après des signalements de décès

L'Association de Protection et Orientation du Consommateur et son Environnement (APOCE) relaie aujourd'hui une information d'une importance capitale pour la santé publique algérienne : la société pharmaceutique américaine Abbott a initié le mercredi 3 décembre un vaste rappel de certains de ses dispositifs médicaux de suivi de la glycémie, les capteurs FreeStyle Libre 3 et FreeStyle Libre 3 Plus du fabriquant Abbott.

Cette action préventive, qui touche dix-sept pays dont la France et les États-Unis, fait suite à la découverte d'un défaut de fabrication potentiellement critique. L'entreprise a en effet reçu des signalements alarmants, évoquant sept cas de décès et 736 incidents graves qui pourraient être directement liés à des mesures erronées de ces appareils.

L'APOCE attire l'attention des patients diabétiques en Algérie sur cette alerte internationale majeure concernant le matériel de gestion du diabète, souvent importé et utilisé sur le territoire national.

Dysfonctionnement avéré et mise en danger de la vie des diabétiques : des mesures de glucose faussement basses

La société Abbott a confirmé avoir lancé une procédure de retrait du marché pour une partie de ses capteurs de mesure de la glycémie, les modèles FreeStyle Libre 3 et FreeStyle Libre 3 Plus. Ces dispositifs sont essentiels pour le suivi continu du taux de glucose sanguin chez les personnes atteintes de diabète, en les aidant à prévenir les urgences liées à l'hypo- ou l'hyperglycémie. Le fabricant a précisé, à travers un communiqué, que des tests internes ont permis d'identifier un vice de fabrication affectant une seule série de production. Le défaut en question est susceptible de fournir des mesures de sucre sanguin erronées, plus particulièrement en affichant



des valeurs faussement faibles, ce qui est particulièrement dangereux.

Le risque pour les patients diabétiques est majeur : une mesure incorrecte peut entraîner une mauvaise décision thérapeutique, exposant l'utilisateur à des complications graves pouvant mener au coma ou au décès. Le bilan des signalements est assez parlant. L'entreprise rapporte donc 7 cas de décès potentiellement associés au dysfonctionnement du capteur et 736 incidents graves déclarés en lien possible avec le défaut.

L'objectif premier du système FreeStyle Libre, qui est de permettre un suivi précis pour éviter les risques d'une crise d'hypoglycémie/hyperglycémie, est alors ici, compromis par la défaillance matérielle.

Vaste campagne de retrait : 17 nations impliquées, des millions d'unités

L'ampleur de la campagne de rappel des capteurs FreeStyle Libre 3 est significative, affectant simultanément de nombreux marchés internationaux. Aux États-Unis seulement, le fabricant Abbott estime que près de trois millions d'unités défectueuses ont été distribuées. La société a immédiatement notifié les autorités sanitaires compétentes dans toutes les nations où ces produits ont été commercialisés.

Cette alerte souligne la fragilité de la chaîne d'approvisionnement des dispositifs médicaux et l'urgence pour les utilisateurs de vérifier l'intégrité de leur matériel.

DÉPLOIEMENT PROGRESSIF

DE LA 5 G:

Alger, Oran, Constantine et Sétif en tête de pont

Si la technologie est disponible, son déploiement sur l'immense territoire algérien se fera de manière graduelle et réfléchie. Le plan dévoilé ce jeudi prévoit une couverture initiale touchant huit wilayas pour cette première année de lancement. Sans surprise, l'accent est mis sur les grands pôles urbains et économiques.

Alger, Oran, Constantine et Sétif constituent le fer de lance de cette première phase. Ce choix stratégique répond à une logique de densité de population et de demande économique. Ces zones concentrent en effet une grande partie du tissu industriel, universitaire et entrepreneurial du pays. Pour ces secteurs, la 5G n'est pas un luxe, mais un outil de compétitivité.

Ce calendrier de déploiement respecte scrupuleusement le cahier des charges validé par l'autorité de régulation. L'objectif affiché est d'assurer une qualité de service irréprochable (« Quality of Service »). Plutôt que de courir après une couverture géographique totale immédiate mais instable. Les résidents des wilayas concernées verront donc apparaître le sigle 5G sur leurs smartphones progressivement au fil des prochaines semaines.

Un levier pour l'économie numérique et les villes intelligentes

Au-delà de la vitesse de téléchargement sur un smartphone, l'arrivée de la 5G portée par Ooredoo et ses concurrents ouvre la voie à des transformations structurelles profondes. Lors de son allocution, Roni Tohme, Directeur Général de Ooredoo Algérie, a insisté sur cette dimension macro-économique : « Nous entrons dans une nouvelle phase de compétitivité et d'innovation... Cette étape n'est pas seulement un accomplissement technologique, mais également un engagement envers l'Algérie, sa jeunesse, ses industries et son économie. »

La faible latence de la 5G est la clé de voûte



pour le développement des futures villes intelligentes (« smart cities ») en Algérie. Elle permet aussi la gestion autonome des transports, ou encore la télémédecine, permettant des interventions à distance.

Pour l'écosystème des startups algériennes, c'est une opportunité en or de développer des solutions IoT (Internet des Objets) jusqu'ici bridées par les limites de la 4G.

Il convient de rappeler que ce lancement commercial fait suite à l'officialisation politique de la technologie, survenue hier soir, mercredi 3 décembre 2025. Lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, en présence des membres du gouvernement, le top départ a été donné aux trois opérateurs.

En étant le premier à dégainer son offre commerciale ce matin, Ooredoo confirme son ambition de rester le pionnier de l'innovation numérique en Algérie. Elle se montre prête à accompagner la vision de l'État pour une économie diversifiée et connectée.

ANNABA:

le wali donne le coup d’envoi de la Journée de prévention des drogues et des substances psychotropes



S.F
La wilaya d’Annaba a accueilli, avant-hier, une journée d’étude dédiée à la mise en œuvre de la loi portant prévention des drogues, des substances psychotropes et de leur trafic illicite. Les travaux se sont déroulés à la Maison de la Culture Mohamed-Boudiaf, d’où le wali, Abdelkrim Lamouri, a donné le coup d’envoi en présence du président de l’Assemblée populaire de wilaya, des autorités sécuritaires, militaires et civiles, ainsi que du procureur général, du président

de la Cour d’Annaba, des cadres de la wilaya et des institutions concernées. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les enjeux croissants liés à la lutte contre l’addiction et le trafic de drogues, à un moment où ces phénomènes touchent de plus en plus la frange jeune de la société. Les spécialistes invités ont abordé la question sous différents angles, notamment religieux, médical, juridique et social, en insistant sur la nécessité d’une approche globale conjuguant prévention, prise en charge thérapeutique, contrôle des circuits sensibles

et renforcement des dispositifs juridiques. Les intervenants ont également souligné le rôle fondamental des institutions éducatives et religieuses, ainsi que l’implication du milieu associatif, dans la diffusion d’une culture de prévention et la sensibilisation des jeunes aux dangers de l’addiction. Les échanges ont permis d’exposer les efforts déployés par l’État pour encadrer plus efficacement la lutte contre les substances illicites, à travers des politiques pénales adaptées, une meilleure coordination institutionnelle et un suivi

accru des produits à propriétés psychotropes. Les professionnels de la santé ont, pour leur part, insisté sur l’importance d’une prise en charge médicale et psychologique pluridisciplinaire pour accompagner les personnes dépendantes vers un processus de réinsertion. La journée s’est déroulée dans une atmosphère d’échanges et de concertation constructive, réunissant policiers, gendarmes, médecins, pharmaciens, psychologues, universitaires, magistrats, avocats, imams et représentants du tissu associatif. Cette diversité d’acteurs a

enrichi le débat et renforcé la conviction que la lutte contre les drogues exige une mobilisation collective et durable, fondée sur la prévention, la sensibilisation et un encadrement institutionnel efficace. À travers cette initiative, la wilaya d’Annaba réaffirme son engagement à développer des stratégies intégrées et cohérentes pour protéger la jeunesse, renforcer la sécurité publique et soutenir les politiques nationales de lutte contre les drogues et les risques qui y sont associés.

ANNABA:

Journée d’études consacrée au développement et à l’amélioration des performances des services portuaires

S.F
Conformément aux instructions du Ministre de l’Intérieur, des autorités locales et des Transports, Said Sayoud, concernant l’échange d’expériences et l’amélioration du niveau de coordination et de consultation entre les différents ports dans le but de développer et de moderniser les infrastructures portuaires et d’améliorer leurs performances et leur compétitivité, et conformément aux efforts du Complexe des Services Portuaires pour élever les ports nationaux à un plus haut niveau, une journée d’étude s’est tenue avant-hier, jeudi 4 décembre 2025, à 10h00, dans l’amphithéâtre de la Station maritime du port d’Annaba, dédiée à la présentation et à la discussion de divers projets liés à l’amélioration des infrastructures portuaires. La rencontre a débuté par



une allocution de bienvenue de M. Boulares Ali, directeur général de l’Établissement du Port de Annaba, qui a salué les participants, en particulier les représentants des ports de Mostaganem, Ghazaouet, Alger, Skikda, Arzew et Bejaia, ainsi que les représentants de la Direction des travaux publics



de la wilaya d’Annaba. Dans son intervention, il a souligné l’importance capitale du thème de cette journée d’étude, appelant à la nécessité de renforcer les efforts pour échanger les expériences et promouvoir la coordination et la consultation continues entre les membres de la famille portuaire nationale, afin de garantir la mise



en œuvre des visions stratégiques assignées au secteur portuaire. Ensuite, la directrice du développement de l’Agence du port de Annaba a présenté une présentation complète sur le port et ses qualifications économiques, suivie de la présentation du projet d’aménagement du quai numéro 03 et du niveau

d’avancement des travaux par le représentant de l’entreprise chargée du projet, Cosider, ainsi que de la présentation du projet d’extension du port de Annaba par un représentant de l’Agence nationale des installations portuaires. Après les présentations, un échange de discussion a été ouvert entre les participants pour soulever des questions et échanger des avis sur les caractéristiques des projets proposés, ce qui a enrichi la rencontre et lui a donné un caractère participatif et consultatif fructueux. Cela a été suivi par l’organisation d’une visite sur le terrain qui a permis aux participants de se rendre directement sur le projet d’aménagement du quai numéro 3 et le projet d’extension du port, et de constater de près le rythme d’avancement des travaux et leur niveau de réalisation.

ANNABA:
Troisième édition de la journée
de formation médicale continue
au profit des personnels
soignants et paramédicaux



R.C

La troisième édition de la journée de formation médicale continue au profit des personnels soignants et paramédicaux du Centre Hospitalier Universitaire d’Annaba a été organisée, à l’hôtel ‘‘Sabri’’ d’Annaba, en présence du directeur de l’institution concernée des activités médicales et paramédicales, représenté par le Directeur Général assisté par des médecins, spécialistes et professionnels de la santé distingués. Cette journée scientifique a été caractérisée par une présentation et un échange de discussion de plusieurs aspects-clés, parmi lesquels : Toxoplasmose (Toxoplasmose) • Aspects cliniques et thérapeutiques de la

maladie des artères congénitales. • Diagnostic des femmes enceintes et évaluation du risque d’exposition fœtale. • Maladie de la cataracte chez les enfants et interventions thérapeutiques. Leishmaniose viscérale • Caractéristiques cliniques de la maladie chez les enfants. • Les méthodes de diagnostic modernes et leur performance. • Protocoles de traitement et de prévention Ces sessions ont contribué à un échange d’expériences visant au développement des connaissances médicales et à l’amélioration des soins de santé des mères et des enfants.

ANNABA / BERRAHAL
Saisie près de 7500 comprimés
hallucinogènes



R.C

Les unités opérationnelles de la Sûreté nationale poursuivent leurs interventions sévères contre les barons de la drogue, où la direction régionale de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants à Annaba a réussi, la semaine dernière, à mettre un terme aux activités d’un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de substances psychotropes, en saisissant près de 7500 comprimés hallucinogènes. Les détails de l’affaire remontent à des informations selon lesquelles il existait une activité d’un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de substances psychotropes. Les investigations des enquêteurs de la direction ont permis l’arrestation

de deux personnes âgées de 31 et 40 ans, dont l’un avec des antécédents judiciaires, et la saisie de 7483 comprimés hallucinogènes, de deux téléphones portables et d’un véhicule particulier utilisé pour le transport des substances psychotropes. Après avoir complété toutes les procédures légales nécessaires, les deux suspects ont été présentés au procureur de la république près le tribunal de ‘‘Berrahal’’ pour l’affaire de l’achat, en vue de la vente, la détention, le transport, le stockage et la mise en vente illégale de substances psychotropes dans le cadre d’une organisation criminelle, ainsi que pour une affaire de contrebande présentant un degré de dangerosité menaçant la santé publique.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA
La police d’El-Bouni intensifie
ses efforts pour éradiquer toutes
les formes de criminalité



R.C

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité dans les zones urbaines, les services de sécurité de la daïra d’El-Bouni, représentés par l’équipe de police judiciaire et la sécurité urbaine englobant les secteurs un, deux, trois et Sidi Salem), ont, au cours du mois de novembre dernier, traité 22 affaires relatives au vol, 29 affaires liées aux coups et blessures volontaires, 129 affaires concernant la détention de stupéfiants et de substances psychotropes ainsi que de drogues dures, 32 affaires concernant la

détention d’armes blanches prohibées, et exécuté 72 mandats et décisions judiciaires, dont 26 mandats d’arrêt. De plus, durant la période susmentionnée, le service a saisi environ 2400 comprimés hallucinogènes, une quantité de drogues et une quantité de cocaïne, ainsi que des armes blanches prohibées de différentes sortes et tailles. Il est à noter que toutes les mesures légales nécessaires ont été prises à l’encontre des suspects en coordination avec le procureur de la république compétent sur le plan territorial.

ANNABA / SANTÉ
La campagne de vaccination
contre la poliomyélite prolongée
jusqu’au 08 décembre 2025

S.F

Le ministère de la santé a annoncé, jeudi dernier, la prolongation de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite jusqu’au 08 décembre 2025, et ce sur l’ensemble du territoire national. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une forte affluence des parents et un écho particulièrement positif depuis le lancement de l’opération, témoignant d’une prise de conscience accrue de l’importance de protéger les enfants contre cette maladie invalidante. Selon le ministère, l’extension de la période de vaccination vise à permettre au plus grand nombre de familles de bénéficier de cette campagne, notamment dans les zones rurales et les régions où l’accès aux structures de santé reste parfois limité. Les équipes médicales et paramédicales, mobilisées depuis plusieurs semaines, poursuivront ainsi leurs interventions dans les centres de santé, les établissements scolaires, ainsi que par les unités mobiles déployées pour atteindre les populations éloignées. Les autorités sanitaires rappellent que le vaccin demeure le moyen le plus efficace pour prévenir la poliomyélite, une maladie virale grave pouvant entraîner des paralysies définitives, voire mettre en danger la vie des enfants. Grâce aux campagnes successives menées au niveau national depuis plusieurs années, l’Algérie



a considérablement réduit les risques de réintroduction du virus. Toutefois, la vigilance demeure nécessaire, notamment face aux menaces persistantes dans certaines régions du monde. Les professionnels de la santé insistent sur le rôle essentiel des parents dans la réussite de cette campagne. Leur mobilisation, illustrée par la hausse notable de la demande enregistrée au cours des derniers jours, constitue, selon le ministère, un indicateur fort du niveau de sensibilisation et de confiance accordée au système de prévention. Les autorités encouragent ainsi les familles qui ne l’ont pas encore fait à présenter leurs enfants aux structures de santé pour compléter leurs doses de vaccination. La campagne prolongée s’inscrit dans une stratégie nationale globale visant à renforcer la prévention, protéger la santé publique et garantir que chaque enfant bénéficie d’une immunité adéquate contre la poliomyélite. À travers cette initiative, le ministère réaffirme son engagement à poursuivre les efforts nécessaires pour maintenir le pays à l’abri de cette maladie et assurer la sécurité sanitaire des générations futures.

ANNABA / DANGERS DE LA ROUTE :
L'imprudence des conducteurs :
Un fléau persistant qui continue d'endeuiller les routes

S.F

Malgré les campagnes de sensibilisation, les dispositifs de contrôle renforcés et l'évolution du cadre législatif, l'imprudence des conducteurs demeure l'un des principaux facteurs de mortalité sur les routes algériennes. Chaque année, des milliers de familles sont frappées par des drames évitables, provoqués par une vitesse excessive, un manque de vigilance, l'usage du téléphone portable au volant ou encore la conduite sous l'effet de la fatigue ou de substances illicites. Ce phénomène, loin d'être anecdotique, représente un véritable danger public qui interpelle l'ensemble de la société.

Les statistiques recueillies auprès des services de sécurité témoignent d'une réalité préoccupante : dans la majorité des accidents mortels, le comportement du conducteur est directement mis en cause. La vitesse excessive arrive en tête des facteurs contributifs, notamment sur les axes rapides et les routes nationales où certains automobilistes transforment leur véhicule en véritable projectile, ignorant les règles les plus élémentaires de prudence. À cela s'ajoute le non-respect des distances de sécurité, un comportement qui entraîne quotidiennement des collisions en chaîne, particulièrement en milieu urbain.

Le téléphone portable représente aujourd'hui un danger majeur. Les forces de l'ordre constatent une

hausse constante du nombre de conducteurs en situation de distraction, les yeux rivés sur leurs écrans pour envoyer un message, consulter une notification ou répondre à un appel. Cette pratique, devenue banale, multiplie par quatre les risques d'accident. Les conducteurs reconnaissent eux-mêmes la dangerosité de ce comportement, mais continuent souvent à sous-estimer la fraction de seconde qui suffit pour provoquer un drame.

Un autre facteur aggravant est la conduite sous l'effet de la fatigue. De nombreux accidents de nuit témoignent de l'incapacité de certains conducteurs à évaluer leur état physique, préférant poursuivre leur trajet malgré les signes évidents de somnolence. Le micro-sommeil, phénomène très court mais redoutable, est responsable d'écarts brusques, de sorties de route et de pertes de contrôle fatales. Les professionnels du transport routier sont particulièrement concernés, exposés à des horaires irréguliers et à des distances prolongées qui les poussent à dépasser leurs limites.

Les excès d'assurance, eux, constituent un autre aspect de l'imprudence. Certaines catégories de conducteurs, notamment les jeunes, adoptent une conduite agressive, persuadés de maîtriser leur véhicule quelles que soient les conditions. Dépassements dangereux, zigzags, refus de priorité, non-respect des feux de signalisation... ces

comportements traduisent une méconnaissance, voire un mépris, des règles instaurées pour protéger tous les usagers, y compris les piétons, souvent premières victimes de ces conduites irresponsables en zones urbaines.

Face à cette situation, les pouvoirs publics redoublent d'efforts pour endiguer le phénomène. Les campagnes de prévention se multiplient, mettant en avant des témoignages poignants de victimes et de familles endeuillées afin de sensibiliser les conducteurs aux conséquences irréversibles de l'imprudence. Les forces de police et de gendarmerie intensifient leurs contrôles, recourant à de nouveaux moyens technologiques tels que les radars mobiles et les dispositifs de surveillance vidéo pour sanctionner les infractions les plus graves. L'objectif est clair : instaurer une culture du respect du code de la route.

Les spécialistes de la sécurité routière rappellent toutefois que les mesures répressives, aussi nécessaires soient-elles, ne suffisent pas à elles seules. Ils insistent sur l'importance de l'éducation et de la formation, notamment pour les jeunes candidats au permis de conduire. L'apprentissage doit intégrer une dimension citoyenne, mettant l'accent non seulement sur les règles à suivre, mais aussi sur la responsabilité morale du conducteur, qui engage non seulement sa vie, mais aussi celle de ses passagers et des



autres usagers de la route. Les psychologues, de leur côté, soulignent que l'imprudence résulte souvent d'un mélange de facteurs : Stress, hâte, pression sociale, manque de maturité ou besoin de se sentir valorisé. Ce constat appelle à une approche globale qui dépasse la répression, et inclut un travail sur les comportements, les attitudes et les représentations liées à la conduite. Des programmes de sensibilisation ciblés, des simulations d'accidents et des interventions dans les établissements scolaires pourraient contribuer à modifier durablement les mentalités.

La société civile, elle aussi, s'implique de plus en plus dans la lutte contre l'insécurité routière. Des associations organisent des rencontres, des ateliers et des journées d'information pour sensibiliser les jeunes et les familles aux dangers de l'imprudence. Certaines collaborent même avec les services de santé pour accompagner psychologiquement les victimes d'accidents et

leurs proches, rappelant que les séquelles ne sont pas seulement physiques, mais également émotionnelles et sociales.

Alors que les accidents de la route causent chaque année un nombre élevé de victimes, il devient essentiel que l'ensemble des acteurs — autorités, conducteurs, éducateurs, médias et société civile — agissent conjointement pour inverser la tendance. L'adoption d'un comportement responsable, respectueux et vigilant doit devenir la règle et non l'exception. Car derrière chaque accident imputable à l'imprudence, il y a une vie brisée, un avenir interrompu, une famille plongée dans la douleur.

L'enjeu n'est pas seulement statistique : il est humain. La route ne pardonne pas l'erreur, et l'imprudence n'est pas un simple manquement, mais un danger réel. Prendre conscience de cette vérité est le premier pas vers une conduite plus sûre et une société où la mobilité ne rime plus avec tragédie.

ANNABA / EL BOUNI :
Travaux d'aménagement soutenus à la cité "100 Logements"

S.F

Les travaux d'aménagement de la cité "100 Logements", relevant de la commune d'El Bouni, avancent à un rythme soutenu, selon la Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la wilaya d'Annaba. Les équipes techniques déployées poursuivent la mise en œuvre du programme arrêté, qui comprend l'amélioration des voiries, la réhabilitation des

réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau, ainsi que l'aménagement des espaces communs. Les interventions se déroulent dans de bonnes conditions, permettant une progression régulière du chantier.

Ce projet s'inscrit dans la politique locale visant à améliorer le cadre de vie des habitants et à renforcer les infrastructures urbaines dans les différentes cités de la wilaya. Les responsables précisent que le suivi quotidien du chantier garantit



le respect des délais et la qualité des travaux. Les résidents de la cité



devraient ainsi bénéficier, dans les prochains mois, d'un environnement rénové et plus

fonctionnel, répondant aux normes actuelles de confort et de sécurité.

Le Liban appelle l'ONU à faire pression sur Israël pour le respect du cessez-le-feu

Le président libanais Joseph Aoun a demandé hier vendredi à une délégation du Conseil de sécurité de l'Onu en visite dans le pays à faire pression sur Israël pour qu'il respecte le cessez-le-feu avec le Hezbollah pro-iranien. Ce dernier, entré en vigueur il y a un an après une guerre meurtrière, reste très fragile, avec l'intensification ces dernières semaines

de frappes aériennes israéliennes contre des cibles du mouvement pro-iranien, accusé de se réarmer. M. Aoun "a insisté sur la nécessité de faire pression sur la partie israélienne pour mettre en oeuvre le cessez-le-feu et son retrait" du sud du Liban où Israël maintient une présence dans cinq positions à la frontière entre les deux pays, selon un communiqué de la présidence libanaise.

Il a aussi souligné "l'engagement de la partie libanaise à appliquer les résolutions internationales", et appelé à "soutenir l'armée libanaise dans sa mission" de désarmement du Hezbollah. La délégation des quinze diplomates onusiens est arrivée à Beyrouth après avoir visité Damas la veille pour apporter son soutien aux autorités de transition syriennes.



Les députés adoptent le volet recettes du budget de la Sécu pour 2026 et vont examiner la suspension de la réforme des retraites



Il aura fallu lâcher du lest pour passer cette étape cruciale. Les députés ont adopté vendredi le volet recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026, avec 166 voix pour et 140 voix contre. Ce vote est décisif puisqu'il permet aux parlementaires de poursuivre l'examen du texte, avec au programme, la suspension de la réforme des retraites tant attendue par la gauche.

"Cette première partie contient bien évidemment des éléments qui ne vont pas dans le bon sens, mais nous savons que c'est le résultat d'un compromis", a déclaré la députée macroniste Camille Gailliard-Minier dont le groupe Ensemble pour la République (EPR) a voté en faveur de la partie recettes. Le patron de la Sécu signale que le déficit de la Sécu pourrait se creuser au-delà de 30

milliard d'euros et que les marges de manoeuvres du gouvernement, pour limiter la dérive, seraient limitées à 5 milliards d'euros. Et ce, notamment via des mesures réglementaires, rognant par exemple sur les prestations familiales ou le doublement des montants des franchises médicales et participations forfaitaires que le gouvernement est libre d'appliquer par un simple décret au Journal officiel.

Aux États-Unis, la colère gronde après plusieurs interpellations musclées de citoyens américains, pris pour des sans-papiers

Suivi sur une vidéo de 90 secondes, une jeune femme, maintenue fermement au sol par trois agents de l'immigration avant de lui passer les menottes aux poignets. La scène s'est passée en Floride, mercredi dernier, et a largement été commentée sur les réseaux sociaux. « Je suis une citoyenne américaine », l'entend-on crier en regardant le téléphone d'un passant qui, de loin, filme la scène.

La jeune femme est vêtue d'une blouse vert-bleu d'infirmière, signant par ses habits et son apparence son statut : celle d'une travailleuse, bien loin du profil de dangereux criminels décrit par la Maison Blanche pour justifier cette intense chasse à l'homme dans les rues américaines. « S'il vous plaît, aidez-moi », poursuit la jeune femme, qui paraît visiblement désespérée. « Ma première réaction,

lorsque les agents m'ont arrêté, a été un état de choc, a raconté le jeune homme. Je n'y croyais pas. Je ne pensais pas que je pourrais avoir des problèmes en allant travailler sans avoir rien fait de mal, et en montrant clairement mon identité. Mais manifestement, ça n'a pas beaucoup compté que je sois américain, ou même un ancien combattant, ou que je décline mon identité. Ça n'a pas compté pour eux. »



ALLEMAGNE :

Majorité absolue au Parlement pour le projet de loi sur les retraites de Merz

Le chancelier allemand Friedrich Merz a obtenu vendredi la majorité absolue au Parlement allemand pour son projet de loi sur les retraites, malgré les contestations de certains membres de son parti conservateur. Les retraites et l'équité entre les générations sont devenues des sujets politiques clés dans toute l'Europe, à mesure que les populations vieillissent et que les finances publiques se

resserrent. Le Parti de gauche, parti d'opposition d'extrême gauche, a même fait une intervention de dernière minute, proposant de s'abstenir pour que la coalition ait besoin de moins de voix pour adopter le projet de loi, afin de protéger les retraités. Selon les analystes, il aurait été humiliant pour le chancelier de devoir compter sur le soutien de l'opposition,

et en particulier d'un parti avec lequel ses conservateurs ont une "résolution de non-coopération" formelle. Si Friedrich Merz a évité ce scénario, les querelles intestines sur le paquet ont renforcé les doutes quant à la capacité de la coalition à faire passer ses projets de lois. Outre les retraites, la coalition s'efforce de faire passer des réformes visant à relancer une économie en difficulté et à reconstruire les forces armées



La Finlande sommée de réparer les injustices commises envers les Sami

"Beaucoup d'enfants ont perdu le contact avec leur identité": la Finlande doit réparer les injustices historiques commises à l'encontre du peuple Sami, exhorte une commission pour la vérité et la réconciliation en remettant au gouvernement un rapport élaboré pendant quatre ans. Mandatée en 2021, cette commission a recolté des témoignages auprès de quelque 400 indigènes Sami et une dizaine d'experts pour mettre en lumière les discriminations et violations de droits humains perpétrées par le gouvernement finlandais, dont la politique d'assimilation a également été passée au crible. Jusqu'à la fin du XXème siècle, de nombreux enfants sami ont été séparés de leurs familles et placés dans des internats, où il leur était



interdit de parler leur langue, de pratiquer leur culture ou de vivre selon leurs modes de vie traditionnels, énumère le rapport. "Résultat, beaucoup d'enfants ont perdu le contact avec leur propre langue et leur identité, et les répercussions sont encore visibles dans les communautés sami sous la forme de langues menacées et de pertes culturelles", selon le



document. Leur culture et leur langue sont enracinées dans les moyens de subsistance traditionnels: l'élevage de rennes, la pêche, la cueillette et l'artisanat. La politique d'assimilation finlandaise n'a pas été inscrite dans la loi comme en Norvège ou en Suède, mais "le résultat final a été le même", assure auprès

de l'AFP la présidente de la commission, Hannele Pokka. "Je ne parlais pas un seul mot de finnois", raconte-t-elle. "Je n'arrivais pas à suivre les cours. On me punissait à coups de bâton jusqu'à ce que j'apprenne le finnois. Ils me frappaient toujours les doigts". Aujourd'hui, les Sami sont confrontés aux difficultés liées au changement climatique et à l'appétit grandissant des États pour l'utilisation des terres et des ressources dont regorge la région arctique. Et leurs droits en tant que peuple autochtone ne sont pas pleinement respectés, note le rapport. Soixante-huit mesures ont été proposées par la commission afin de garantir au peuple Sami "un

avenir meilleur". Parmi elles, la ratification par la Finlande de la Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, l'adoption d'une législation encadrant l'élevage des rennes par les Sami et la création d'une unité de coordination des affaires samies au sein du cabinet du Premier ministre. M. Orpo a promis qu'il soumettrait ce texte au Parlement pour en discuter. L'Église évangélique-luthérienne de Finlande — qui a activement contribué à la politique d'assimilation — a présenté ses excuses aux Sami plus tôt cette année.

TOGETHER FOR PALESTINE :

Plus de 40 artistes sur scène pour dénoncer le génocide à Gaza et récolter des fonds pour MSF



Alors qu'une nouvelle édition de l'initiative Together for Palestine est prévue, mardi 9 décembre, au Zénith Paris-la Villette,

le peuple palestinien reste victime des bombes, des tirs et de la famine. Un plan de cessez-le-feu chapeauté par les États-Unis a beau avoir

été ratifié, les massacres continuent à Gaza et en Cisjordanie. « Si on écoute les médias dominants, il y a la paix en Palestine, s'insurge Frank Barat. Il est crucial pour nous de rappeler que le génocide se poursuit. » « Il est crucial de les soutenir » Lorsqu'un premier Together for Palestine — alors nommé Voices for Gaza — s'était tenu, le 1er juillet 2024, à la Cigale (Paris), le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, répétait à l'envi que les massacres à

Gaza se termineraient si le Hamas « se rend, désarme et renvoie tous les otages ». Lorsque l'événement s'est déplacé aux Halles de Schaerbeek (Bruxelles), le 8 février 2025, Israël violait allègrement le cessez-le-feu en vigueur depuis le 19 janvier. Puis, quand un troisième Together for Palestine a été organisé à la Wembley Arena (Londres), le 17 septembre 2025, plusieurs flottilles tentaient de briser le blocus en cours dans la bande de Gaza. « Quand tu vois des gens,

sur le terrain, réaliser des actions mille fois plus fortes que toi, sans donner l'impression d'avoir du courage, tu te rappelles que c'est une question d'urgence », appuie le rappeur ayant embarqué sur l'une des flottilles pour Gaza, Youssef Swatt's. Les participants de Together for Palestine en ont conscience. D'où la nécessité de mettre en lumière ces infirmiers, journalistes et simples civils palestiniens qui ne cessent de lutter malgré le deuil.

GUERRE EN UKRAINE : Des pourparlers « complexes » selon Moscou, les Européens méfiants...

Des enfants ukrainiens envoyés dans des « camps de rééducation en Corée du Nord », Kiev et Moscou appelés par la Turquie à épargner leurs infrastructures énergétiques, et des pourparlers « complexes », selon Vladimir Poutine... Voici les informations liées à la guerre en Ukraine de ce jeudi 4 décembre.

Vladimir Poutine a jugé ce jeudi 4 décembre 2025 les pourparlers en cours avec Washington sur l'Ukraine de « complexes » tandis que les dirigeants européens se sont dits méfiants quant aux efforts américains. De son côté, Kiev a évoqué de nouvelles « informations » faisant état de l'existence de camps en Corée du Nord où des enfants ukrainiens sont soumis à une « russification » et une « militarisation » forcées. Voici ce qu'il faut retenir de cette journée.

Les pourparlers sont « complexes » mais il faut s'y « engager », estime Vladimir Poutine

Vladimir Poutine a estimé que les négociations en cours avec les États-Unis sur l'Ukraine étaient « complexes », mais qu'il fallait s'y « engager » plutôt que de les entraver, dans un entretien diffusé par une chaîne de télévision indienne. « C'est une tâche complexe et une mission ardue que le président (Donald) Trump s'est lui-même fixée », a déclaré Vladimir Poutine, dont les propos étaient traduits par India Today.

Les dirigeants européens méfiants envers les Américains

Friedrich Merz, Emmanuel Macron et d'autres dirigeants européens ont exprimé leur méfiance sur les efforts américains pour négocier la fin de la guerre en Ukraine avec la Russie, selon des notes relatives à un appel téléphonique consultées par l'hebdomadaire Der Spiegel. L'administration de Donald Trump est à la manœuvre pour tenter de négocier la fin de la guerre en Ukraine, mais elle est suspectée de vouloir favoriser les revendications de Vladimir Poutine.

D'après des citations en anglais que l'hebdomadaire allemand a transmises à



l'Agence France-Presse (AFP), Emmanuel Macron, a dit lors d'un entretien téléphonique lundi avec ses homologues européens et Volodymyr Zelensky qu'« il existe un risque que les États-Unis trahissent l'Ukraine sur la question des territoires sans qu'il y ait de garantie claire en matière de sécurité ».

Interrogé par l'AFP, l'Élysée a démenti avoir utilisé le terme de trahir. « Nous avons notre propre compte-rendu de cet échange, dans lequel ce mot ne figure pas », a dit l'Élysée. « Le président de la République a fait connaître publiquement sa position sur les négociations en cours entre Russie et les États-Unis, qui n'est pas différente en privé ».

Kiev et Moscou appelés par la Turquie à épargner leurs infrastructures énergétiques
La Turquie a appelé la Russie et l'Ukraine à « laisser les infrastructures énergétiques en dehors de la guerre », après des attaques ukrainiennes contre un terminal pétrolier russe et des navires de la flotte fantôme utilisée par Moscou pour contourner les sanctions occidentales.

« Nous disons à toutes les parties, en Russie et en Ukraine : laissez les infrastructures énergétiques en dehors de cette guerre, car cela a un impact fort sur le quotidien des populations », a déclaré le ministre turc de l'Énergie Alparslan Bayraktar devant des journalistes, et dont les propos ont été rapportés par

l'AFP.

Citant les attaques russes et ukrainiennes contre les infrastructures du camp ennemi, le ministre turc a jugé nécessaire de « maintenir les flux énergétiques ininterrompus en mer Noire, dans nos détroits, ainsi que dans les pipelines », avertissant que toute perturbation aurait des répercussions sur les marchés mondiaux.

La Turquie également a convoqué les ambassadeurs russe et ukrainien après plusieurs attaques de drones en mer Noire revendiquées par Kiev contre des pétroliers liés à la Russie, a déclaré à l'AFP une source au ministère turc des Affaires étrangères.

Les forces ukrainiennes gardent leurs positions dans le Nord

Selon le média ukrainien, Ukrinform, Kiev poursuit ses actions pour empêcher les prises russes. « Le combat se poursuit. Nos unités continuent de tenir la partie nord de Pokrovsk. Nous bloquons activement les tentatives de l'ennemi de constituer des groupes d'assaut et de progresser autour de ces localités. Dans les villes, nos soldats continuent de contrôler les secteurs assignés », a souligné le général Oleksandr Syrsky.

Des enfants ukrainiens dans des camps de « rééducation » en Corée du Nord, selon Kiev

Dans un communiqué, le

médiateur ukrainien pour les droits humains, Dmytro Loubinets, a évoqué de nouvelles « informations » faisant état de l'existence de camps en Corée du Nord où des enfants ukrainiens sont soumis, selon lui, à une « russification » et une « militarisation » forcées.

« Chaque enfant doit être retrouvé, protégé et ramené chez lui. Les enfants ukrainiens ne peuvent pas être des armes entre les mains de l'agresseur », a plaidé Dmytro Loubinets.

La veille, lors d'une audition devant le Sénat américain, Kateryna Rachevskaya, une responsable d'une ONG ukrainienne, Regional Center for Human Rights, a déclaré que son organisation avait recensé 165 « camps de rééducation » pour enfants ukrainiens enlevés par Moscou. Selon elle, ces lieux se trouvent dans les territoires ukrainiens occupés, en Russie, au Bélarus et en Corée du Nord.

Kateryna Rachevskaya a affirmé que, selon son ONG, deux enfants venant respectivement de la Crimée annexée et de la partie de la région de Donetsk sous contrôle russe avaient notamment été envoyés dans un camp à Songdowon, en Corée du Nord, à 9 000 km de l'Ukraine.

Berlin promet une nouvelle aide malgré un scandale de corruption

L'Allemagne a promis une aide supplémentaire de 100 millions d'euros à l'Ukraine pour réparer ses infrastructures énergétiques attaquées par la Russie mais veillera « strictement » à son utilisation, en plein scandale de corruption qui ébranle le gouvernement de Kiev.

Ces 100 millions d'euros seront transférés par le ministère allemand de l'Économie et de l'Énergie, via la banque publique KfW, au Fonds de soutien énergétique de l'Ukraine (UESF), fondé en 2022. S'ajoutant à une autre aide récente de 60 millions d'euros, la contribution allemande atteindra au total 550 millions d'euros d'ici fin 2025, la plus importante du fonds, ajoute le communiqué. Kiev finance ainsi des pièces de rechange et des équipements pour les infrastructures énergétiques détruites.

« Nous ne laissons pas les Ukrainiennes et Ukrainiens seuls. Protéger l'approvisionnement énergétique, c'est protéger les gens », a déclaré la ministre de l'économie Katherina Reiche dans un communiqué.

Un Tchèque condamné par Moscou à 13 ans de prison après avoir combattu pour Kiev

La justice russe a condamné à 13 ans de prison un ressortissant tchèque accusé de « mercenariat » après avoir combattu pour Kiev sur le front ukrainien, Prague dénonçant une mesure violant le statut des prisonniers de guerre.

Dans un communiqué publié mercredi, la Cour suprême de la région de Lougansk, contrôlée par Moscou dans l'est de l'Ukraine, a annoncé que ce « mercenaire » était un habitant de Prague ayant rejoint les forces ukrainiennes pour des motivations financières, avant d'être capturé par l'armée russe, indique l'AFP.

Dans un communiqué distinct, le Parquet général russe précise que l'accusé, identifié sous le nom de Minh Hoang Tran, possède également la nationalité vietnamienne. Selon cette source, il est arrivé en Ukraine en mai et a été fait prisonnier sur le front en août. Mercredi soir, la République tchèque a dénoncé cette condamnation.

Bougherra: «Nous sommes prêts pour affronter le Bahreïn»

Le sélectionneur national des A', Madjid Bougherra, a fait le point aujourd'hui sur la préparation de son équipe en vue du match de la deuxième journée du groupe D de la Coupe arabe, qui les opposera, demain samedi, au Bahreïn.

Lors de la conférence de presse, animé ce matin, Bougherra a assuré: «Nous avons tiré les leçons de notre dernier match, et nous sommes prêts à donner le meilleur de nous-mêmes jusqu'au dernier match de ce tournoi.»

L'entraîneur a précisé que lui et son staff avaient minutieusement analysé la performance précédente des Verts face au Soudan: «Nous avons identifié nos erreurs et retenu les points positifs de notre jeu afin d'en tirer les enseignements nécessaires.» a-t-il expliqué.

Concernant l'adversaire du jour, Bougherra dira : «C'est une équipe très motivée, mais nous nous sommes préparés comme



il se doit pour ce rendez-vous crucial.»

«Il est normal que les supporters soient exigeants» Madjid Bougherra a reconnu la déception des supporters suite au nul concédé contre le Soudan, tout en réaffirmant l'engagement de son équipe à offrir de la joie au peuple algérien. Lors de sa conférence de presse, Bougherra a déclaré : «Nous comprenons que les supporters n'étaient pas satisfaits du résultat de

notre dernier match, et c'est parfaitement légitime.» Le technicien a ajouté : «Le défi est de taille pour notre équipe, championne en titre. Lors de ce match, nous n'avons pas été à la hauteur de nos attentes, mais l'essentiel est de ne pas avoir perdu.» Bougherra a ensuite souligné la compétitivité de cette édition de la Coupe arabe : «Cette compétition est très particulière, avec une forte concurrence entre les équipes. Nous sommes

pleinement conscients de ce qui nous attend.» Enfin, il a tenu à rassurer les supporters : «Il est normal que les supporters soient exigeants. Nous ferons tout notre possible pour répondre à leurs attentes et apporter de la satisfaction au peuple algérien.» «Ounas sait qu'il a fait une grosse bêtise» Interrogé sur l'expulsion d'Adam Ounas lors de la dernière rencontre des Verts face au Soudan, Madjid Bougherra a tenu à apaiser les esprits: «Adam Ounas sait très bien qu'il a fait un grosse bêtise. Mais ceux qui le connaissent savent aussi que c'est un garçon très attachant et respectueux. Dans le football, ce type d'écart peut arriver.» Le sélectionneur national a néanmoins réaffirmé tout son soutien à son joueur: « Nous sommes tous derrière lui. C'est un joueur capable d'apporter énormément à la sélection. Son talent, sa créativité et cette forme de folie qu'il met dans son jeu

peuvent faire des ravages. Il fait partie de la famille, et comme dans toute famille, tout le monde peut se tromper.»

«Contre le Soudan, Slimani n'était plus lui-même»

Le sélectionneur national a répondu aux critiques concernant Islam Slimani: «D'abord, je dois dire que je n'ai pas tout vu de ce qui a été dit sur lui. Ensuite, c'est le football. C'est regrettable, même si ce n'était pas un cadeau de ma part de le faire entrer dans un match où nous étions à dix. Il n'a pas été le Slimani que nous connaissons, en raison des circonstances. C'est un joueur sur lequel je compte comme joker, et il le sait parfaitement. Je sais que les supporters l'aiment profondément.» a-t-il précisé.

Riad O.

BENZIA:

«Chaque détail comptera face au Bahreïn»



Yassine Benzia, milieu de terrain de l'équipe nationale A', a souligné ce vendredi l'importance capitale du prochain match des Verts face au Bahreïn, dans le cadre de la deuxième journée de la Coupe arabe Lors de la conférence de presse, Benzia a insisté: «Demain, nous avons un match très important contre Bahreïn. Toute l'équipe est pleinement concentrée sur cette rencontre.» Le joueur a également indiqué que le

staff technique et les joueurs avaient analysé le dernier match face au Soudan afin de corriger les erreurs et de renforcer les points faibles identifiés: «Nous avons passé en revue notre performance précédente pour mieux nous préparer.» Rappelons que l'équipe nationale A' disputera demain, samedi, son deuxième match de la phase de groupes de la Coupe arabe face au Bahreïn.

Riad O.

OGC NICE:

Quand Daniel Riolo lance la cabale contre Hicham Boudaoui!

La crise atteint son paroxysme à l'OGC Nice. Surtout depuis la défaite, la sixième de rang dans toutes les épreuves, face au FC Lorient (3-1) dimanche. Et quand on dit "crise" on dit "problèmes et des têtes à sacrifier". Naturellement, certains sont plus faciles à accuser que d'autres. Notamment dans cette région où le courant anti-Musulmans commence à devenir impétueux et flagrant. On a pu voir cela avec Youcef Atal et le forcing pour le pousser à quitter le club après avoir montré son soutien à la Palestine. Désormais, c'est au tour de son compatriote Hicham Boudaoui de voir sa tête mise à prix dans l'émission After Foot de RMC.

Alors que l'intervenant parlait de l'incident et l'échange qu'il y a eu entre des membres Ultras de la Populaire Sud et les joueurs Niçois sans citer de noms, Daniel Riolo, journaliste RMC

et coutumier du fait, n'a pas manqué de dévoiler un nom. Celui de Hicham Boudaoui qui aurait insulté le "porte-parole" des supporters. Riolo l'a lâchement jeté en pâture "Sur la demande de la sécurité, montent deux membres de la Populaire sud dans le bus, pour parler calmement aux joueurs. Sauf qu'un joueur se lève, pour le citer, Hicham Boudaoui qui insulte lourdement le mec de la populaire sud ! Et en fait le gars lui explique que ce n'était pas du tout le but d'être virulent. Le but était de leur dire qu'ils manquaient à leurs devoirs et qu'on en avait ras le bol d'être les prostituées de l'Europe depuis deux ans ...", expliquait l'intervenant.

Cette partie "pour le citer, Hicham Boudaoui", n'est pas sortie de la bouche du gars au bout du fil mais de celle de Daniel Riolo, présentateur



de l'émission. Le Français se réjouissait manifestement de jeter l'Algérien en pâture le désignant pour responsable de propos injurieux envers la personne qui était montée dans le bus (de quel droit sachant que le véhicule est un endroit intime pour les joueurs ?) pour



s'expliquer avec les protégés de Frank Haise et leur demander des comptes sur leur rendement.

Boudaoui ferait mieux de quitter le nid Riolo, qui était traîné récemment en justice par Didier Deschamps pour propos mensongers et diffamation, a voulu faire dans le

sensationnel. Et il faut dire que ses propos n'ont pas manqué de déclencher une cabale contre Boudaoui avec les supporters qui réclament carrément son départ l'accusant de "ne pas avoir progressé en 7 ans" et de "prendre 200 000 euros/mois pour un niveau médiocre". Là, il faut relever que le Fennec a constamment été l'un des éléments les plus performants du club azuréen depuis deux ans. D'ailleurs, il était question pour lui de bouger l'été dernier. Des clubs de Bundesliga (Allemagne) et de Premier League (Angleterre) étaient sur ses traces. Cet épisode du bus pourrait précipiter le départ du natif de Béchar qui serait le nid avisé de changer d'équipe car le pourrissement ne semble pas loin. Heureusement, Badredine Bouanani a quitté le nid des Aiglons.

Sport

NATIONAL
INTERNATIONAL

Sport

Adil Rami a été traité de «sale arabe» par un ancien joueur de l'OM et de Nice

Le racisme est un fléau difficile à éradiquer dans le monde du football. Aujourd'hui, des sanctions sont prises, mais certains estiment qu'elles ne sont pas encore assez sévères. Une chose est sûre : les débordements étaient plus courants dans le passé, et parfois même sur les terrains de Ligue 1. Adil Rami a, par exemple, expliqué lors d'un live Twitch qu'il avait été victime de racisme. Dans des propos relayés par RMC Sport, le champion du monde 2018 a même dénoncé le comportement d'un ancien pensionnaire de Ligue 1 passé par l'Olympique de Marseille et l'OGC Nice.

«Combien de fois on m'a dit 'sale arabe' ? Un jour, à Lille, alors que j'avais ma

propre voiture, on m'a dit : 'va rendre la voiture sale bougnoule.' Je risque aussi d'en choquer plus d'un, mais il y a eu ce défenseur, qui était à l'OM, et qui après est passé à Nice, il parlait suffisamment bien français pour me dire deux-trois fois : 'sale arabe'. À ce moment-là, s'il y avait eu un peu plus de maturité, il aurait été suspendu longtemps ce joueur. En tout cas, je ne l'aime pas. Si vous vous l'appréciez, sachez que pour certains il ne vous aime pas. Il n'y en a pas beaucoup des défenseurs argentins passés par Marseille et Nice... » Les connaisseurs de Ligue 1 auront reconnu l'identité du joueur incriminé.



AC MILAN:

la direction a fait son choix pour Mike Maignan



Notamment courtisé par le Bayern Munich alors qu'il arrive à un an de la fin de son contrat, Mike Maignan pourra discuter avec le club de son choix à partir du 1er janvier. Le gardien français de 30 ans pourrait alors changer d'air, lui qui est arrivé en 2021 du côté de la Lombardie et dispute alors sa cinquième saison.

Champion d'Italie en 2022 avec les Rossoneri, Mike Maignan réalise cette saison encore de belles performances et la direction lombarde entend le garder à long terme. Hier, avant de défier la Lazio en Coupe d'Italie (défaite 1-0), le directeur sportif Igli Tare a annoncé qu'il voulait le conserver : «nous allons essayer de trouver une solution ensemble.»

La FIFA prépare une grande révolution à la VAR pour la Coupe du Monde

Quelques heures du tirage au sort de la Coupe du Monde, Pierluigi Collina, le responsable de l'arbitrage à la FIFA, a révélé qu'un changement majeur interviendrait au niveau de la VAR pour la compétition. C'est le grand jour pour le tirage au sort de la Coupe du Monde. Dans quelques heures (18h heure française), on connaîtra l'identité des futurs adversaires de l'équipe de France mais aussi le nom de son groupe et les stades dans lesquels elle jouera. Les Bleus pourront alors mettre en place leur organisation, réserver leur camp de base et les hôtels lors des déplacements. Et comme souvent lors des grandes compétitions, ça sera l'heure de quelques changements. Il devrait y en avoir un majeur à la VAR, révèle Pierluigi Collina lors d'une intervention à Washington, dans le cadre du tirage au sort. Le responsable de l'arbitrage à la FIFA souhaite faire évoluer la

VAR. Celle-ci avait été la grande nouveauté du Mondial 2018 en Russie. Elle avait d'ailleurs servi aux Bleus lors de leur premier match face à l'Australie. Cette fois, l'assistance vidéo à l'arbitrage pourrait intervenir pour valider ou non un corner. «Je pense que nous devrions tous avoir pour objectif de prendre les bonnes décisions sur le terrain. Il serait dommage que le résultat d'une compétition soit décidé non pas par ce que font les joueurs sur le terrain, mais par une erreur honnête commise par le décideur», entame l'ancien arbitre international.

La VAR pourrait invalider un corner attribué à tort

Selon lui, le jeu le permet et ne devrait pas être trop ralenti par l'intervention de la VAR sur cette phase. «Le critère principal est l'absence de délai. Concernant les corners, il existe un délai physiologique, car, lorsqu'un corner est accordé, on attend généralement que les deux



défenseurs centraux montent. Il faut normalement 10 à 15 secondes pour que les attaquants soient prêts. Pendant ces 10 à 15 secondes, si le corner est accordé à tort, tout le monde a la preuve que la phase de jeu doit être incorrecte », soutient l'Italien aux yeux bleus si persans. Cette situation a récemment eu lieu en

Angleterre où Nottingham Forest a encaissé deux buts après des corners litigieux.

Il y a tout de même un problème avec cette proposition. Elle a été rejetée en octobre lors de la dernière réunion de l'International Football Association Board (IFAB), l'instance qui détermine les lois

du jeu. Celle-ci avait justement pour argument le temps de vérification supplémentaire qui ralentirait le jeu mais la FIFA assure avoir les ressources techniques nécessaires pour prendre des décisions rapides, et pour valider ce changement de règle avant le Mondial.

Un problème de temps et de jeu ralenti ?

«Pour moi, c'est difficile à comprendre, si nous avons la possibilité de voir l'erreur, pourquoi nous devrions nous cacher la tête dans le sable et espérer qu'il ne se passe rien sur le corner tiré ? C'est mon avis, car je vis les matchs des compétitions importantes en espérant que le résultat dépende des performances des joueurs. Si je peux éviter ce genre de situation, j'en serai ravi. L'essentiel, c'est qu'il n'y ait pas de retard ! Personne ne souhaite de nouveau retard !», insiste Collina.

FONTE DES GLACES :
Vers un point de non-retour climatique



Permafrost arctique
L'Arctique renferme de vastes étendues de sols gelés depuis la dernière glaciation, appelés permafrost. Celui-ci dégèle progressivement et libère du dioxyde de carbone ainsi que du méthane. Ces émissions pourraient amplifier le réchauffement climatique de plusieurs degrés. Selon la présentation faite à la COP30, le permafrost est d'ailleurs déjà devenu une source nette de carbone. Aujourd'hui, la majorité du méthane provient des eaux douces et des zones marécageuses. Par endroits, le permafrost dégèle abruptement et provoque des affaissements soudains du sol. Les feux en Arctique accélèrent également ce processus. À moyen et long terme (horizon 2050), la fonte du permafrost entraînera des impacts profonds : réduction du budget carbone encore disponible et dommages majeurs aux infrastructures régionales. Un dépassement du seuil de +1,5 °C provoquera un recul irréversible du permafrost, entraînera un réchauffement supplémentaire pour des centaines d'années et accroîtra le risque d'une forte hausse des températures. Les zones côtières dégèlent aussi : les vagues, désormais libérées de la banquise,

érodent les rivages arctiques, la glace devient lacs puis baies, et l'arrivée de l'eau de mer accélère les émissions de méthane. Les côtes changent rapidement et leur érosion devrait encore s'intensifier. Le phénomène touche également les fonds marins. Le permafrost sous-marin recouvre une couche riche en hydrates de méthane. Le réchauffement des eaux provoque son dégel, laissant apparaître des dépressions sur le plancher océanique là où les hydrates se sont échappés. Cette situation est préoccupante : ces couches renferment une quantité immense de gaz, estimée à au moins 20 000 Tg de carbone. **Messages clés de la conférence :** La sensibilité du permafrost joue un rôle majeur dans le cycle global du carbone. Les hydrates de méthane sous-marins pourraient contribuer de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre. L'érosion des côtes de l'océan Arctique influence également le cycle du carbone. Les infiltrations d'eau de mer dans le permafrost accélèrent les émissions. **Antarctique** D'autres nouvelles préoccupantes nous parviennent d'Antarctique. La

glace de mer qui entourait le continent se réduit de façon spectaculaire, marquant un changement sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La surface sombre de l'océan ainsi exposée absorbe davantage les rayons du soleil, amplifiant le réchauffement climatique à un niveau comparable à la disparition accélérée de la calotte glaciaire arctique. Selon de récentes simulations, la banquise antarctique aurait franchi un point de bascule : sa réduction semble désormais irréversible et devrait se poursuivre dans les décennies à venir. Cela pourrait entraîner une accélération du réchauffement de l'hémisphère sud. Les écosystèmes polaires montrent déjà des signes alarmants de perturbation. Les glaces côtières se fragmentent, les glaciers vèlent à un rythme inédit, et de nombreux icebergs dérivent au point de menacer la survie des colonies de manchots – plus de la moitié d'entre elles ont été affectées ces dernières années. Dans les fonds marins, des algues vertes prolifèrent à mesure que la lumière pénètre plus profondément, tandis que les oiseaux marins sont frappés par des épidémies de grippe aviaire. La circulation circumpolaire antarctique – un courant océanique majeur qui fait le

tour du continent d'ouest en est – joue un rôle clé dans la régulation du climat mondial. Elle relie tous les grands océans et agit comme une immense pompe océanique, redistribuant chaleur, sel et nutriments entre les bassins Atlantique, Indien et Pacifique. Dans certaines régions les eaux de surface refroidissent, condensent du sel lors de la formation de glace, et plongent vers les profondeurs. Ce mécanisme, appelé downwelling, alimente la circulation thermohaline mondiale, essentielle à la répartition de la chaleur et à la ventilation des couches profondes de l'océan. Ce mécanisme faiblit aujourd'hui, à cause du réchauffement et d'un afflux d'eau douce de fonte des glaciers. Les modèles prévoient une diminution de 40 % d'ici 2050, tandis que les observations récentes suggèrent qu'elle aurait déjà ralenti de 30 %. En conséquence, les eaux profondes ne sont plus suffisamment renouvelées : la circulation cesse d'alimenter les abysses en oxygène, entraînant une stagnation des masses d'eau. Ces flux antarctiques ventilent les deux kilomètres les plus profonds de tous les océans. Leur affaiblissement aurait des conséquences dramatiques

sur les écosystèmes marins, le manque d'oxygène affecterait tous les animaux. De plus, des transformations chimiques potentiellement dangereuses pourraient s'amorcer dans les fonds océaniques. Ces zones cesseraient de stocker efficacement le dioxyde de carbone, elles pourraient même relâcher du sulfure d'hydrogène (H₂S), un gaz hautement toxique pour les espèces marines et pour l'être humain. Ce gaz est soupçonné d'avoir joué un rôle dans la grande extinction du Permien, il y a 250 millions d'années. Ce bouleversement est dû à la fonte des glaces antarctiques, alimentée par des millions de litres d'eau douce froide qui se déversent dans l'océan. Or, cette eau douce est trop légère pour couler en profondeur, ce qui perturbe tout le système de circulation. Ce phénomène est accentué par le réchauffement des eaux océaniques, qui accélère la fonte des glaciers à leur base. Une autre conférence à COP30 informait que l'idée de barrages ou de rideaux géants pour protéger la base des glaciers est techniquement irréaliste. Alors, tout indique qu'une lente dégradation des profondeurs océaniques est déjà enclenchée.



Le TDAH en Algérie

Comprendre pour mieux accompagner nos enfants

Dr.BRAHIMI KHALED

Doctorant en pathologie du langage
Sociologue éducatif
Enseignant à l'Université de Annaba
Orthophoniste praticien

Dans nos écoles, dans nos familles, beaucoup d'enfants sont qualifiés de "turbulents", "rêveurs", ou "désorganisés". Certains bougent sans cesse, d'autres semblent perdus dans leurs pensées, ou passent du coq à l'âne sans finir ce qu'ils ont commencé. Et si, derrière ces comportements, se cachait un trouble neurodéveloppemental encore méconnu en Algérie : le TDAH, ou Trouble Déficient de l'Attention avec ou sans Hyperactivité ?

Qu'est-ce que le TDAH ?

Le TDAH n'est pas un caprice ni le résultat d'une mauvaise éducation. C'est un trouble du fonctionnement du cerveau, présent dès l'enfance, qui touche la capacité à se concentrer, à réguler son attention, ses gestes et ses émotions. On estime qu'entre 5 et 7 % des enfants en sont concernés dans le monde, et beaucoup de parents algériens commencent aujourd'hui à reconnaître les signes grâce à une meilleure sensibilisation des professionnels de santé et de l'école.

Les trois types de TDAH

Selon les critères internationaux, on distingue trois formes principales :

1. Le type inattentif : l'enfant semble dans la lune, oublie ses affaires, perd le fil des consignes, peine à se concentrer longtemps.
2. Le type hyperactif-impulsif : il bouge beaucoup, parle sans arrêt, interrompt les autres, agit avant de réfléchir.
3. Le type mixte : il associe inattention, agitation et impulsivité à des degrés variables.

Chaque enfant TDAH est unique. Certains ont une grande créativité, une curiosité vive, une énergie débordante, mais peinent à la canaliser sans accompagnement adapté.

Pourquoi le TDAH n'est pas un problème d'éducation

Le TDAH est lié à une maturation différente du cerveau, notamment dans les zones impliquées dans l'attention, la planification et le contrôle des impulsions. Autrement dit, le cerveau d'un enfant TDAH fonctionne autrement : il traite plus vite certaines informations, mais a du mal à filtrer les



distractions ou à rester concentré sur une tâche monotone.

Les signes qui doivent alerter les parents et les enseignants

- Difficulté à rester concentré sur une activité plus de quelques minutes
- Agitation motrice excessive ou besoin constant de bouger
- Impulsivité (répond avant la fin de la question, coupe la parole, s'énervé vite)
- Oublis fréquents, perte de matériel scolaire
- Difficultés à s'organiser ou à finir ce qu'il commence
- Faible estime de soi, frustration ou anxiété liées aux remarques répétées

Quand ces comportements sont présents dans plusieurs contextes (école, maison, activités) et persistent dans le temps, il est important de consulter un spécialiste (orthophoniste, pédopsychiatre, psychologue) pour un bilan complet.

Le TDAH en Algérie : Un défi grandissant

En Algérie, les familles commencent à mieux reconnaître le TDAH, mais le diagnostic reste souvent tardif. Les enseignants sont de plus en plus sensibilisés, et certaines écoles disposent désormais d'un AVS (assistant de vie scolaire) pour accompagner

les enfants ayant des besoins spécifiques.

Comment accompagner un enfant TDAH

La clé réside dans l'adaptation de l'environnement, plutôt que dans la contrainte. Quelques pistes simples et efficaces :

- Structurer la journée : routines fixes, emploi du temps visuel, temps de pause réguliers.
- Donner des consignes courtes et claires, une par une.
- Encourager le mouvement contrôlé : petites marches, activités physiques, pauses motrices entre deux leçons.
- Valoriser les réussites, même minimales, plutôt que pointer les erreurs.
- Utiliser la motivation comme moteur d'apprentissage : l'enfant TDAH apprend mieux quand il est intéressé.

Le rôle de l'alimentation et du mode de vie

De nombreuses études montrent que le mode de vie influence les symptômes du TDAH. Une alimentation plus naturelle et équilibrée peut aider à stabiliser l'énergie et la concentration. Voici quelques repères utiles pour les familles :

- Privilégier les aliments riches en oméga-3 comme les œufs et les sardines.



- Minimiser les sucreries (madeleines, chips, jus industriels, conserves).
- Remplacer par des fruits frais, des légumes, des noix et de l'eau.
- Favoriser le sommeil suffisant et régulier.

-Encourager les activités physiques régulières : sport, natation, vélo, arts martiaux.

À l'école : comprendre et adapter À l'école, un enfant TDAH peut apprendre comme les autres, à condition d'avoir un environnement adapté. Certaines écoles en Algérie commencent à intégrer la présence d'un AVS (assistant de vie scolaire), chargé d'aider l'enfant à se concentrer, suivre les consignes et s'organiser. Cette mesure, de plus en plus courante ces dernières années, favorise l'inclusion et réduit les échecs scolaires liés à l'incompréhension du trouble. Mais au-delà de la présence d'un AVS, c'est le regard de l'enseignant et la collaboration avec la famille qui font la différence : comprendre que cet enfant ne fait pas exprès, qu'il a besoin d'aide et non de reproches. Le rôle des professionnels Le suivi pluridisciplinaire est essentiel :
-Le pédopsychiatre pose le diagnostic et suit l'évolution.

-L'orthophoniste travaille la concentration, la mémoire de travail, le langage et l'organisation mentale.

- Le psychologue aide à la gestion émotionnelle et à la confiance en soi.

- Le médecin scolaire peut sensibiliser les enseignants et orienter la famille.

Et surtout : changer notre regard Trop souvent en Algérie, on dit encore : "Il est hyperactif parce qu'on le gâte trop", ou "c'est un enfant qu'il faut frapper pour qu'il écoute". Ces jugements blessent et aggravent le problème. Il faut comprendre que l'enfant TDAH ne choisit pas d'être comme ça. Son cerveau traite les informations autrement. L'adulte doit donc changer sa manière d'enseigner, de parler, de corriger — non pas pour céder, mais pour aider à progresser.

Un autre regard sur l'enfant

Le TDAH n'est pas une maladie honteuse, ni un signe de faiblesse. C'est une façon différente de penser, de sentir et d'apprendre. Avec de la compréhension, un accompagnement structuré, un mode de vie équilibré et une école inclusive, ces enfants peuvent développer des qualités exceptionnelles : créativité, curiosité,



Le Musée égyptien du Caire récupère deux précieuses pièces archéologiques rapatriées de Belgique

Sara Boueche

Dans une opération qui illustre la détermination de l'Égypte à protéger son patrimoine culturel, deux artefacts d'une valeur historique considérable viennent d'être restitués par le royaume de Belgique.

Le Musée égyptien du Caire a officiellement accueilli deux pièces archéologiques majeures récemment rapatriées du royaume de Belgique, marquant ainsi une étape significative dans les efforts continus déployés par l'État égyptien pour protéger son patrimoine culturel et lutter contre le trafic illicite de biens culturels.

Une restitution symbolique

Le ministère du Tourisme et des Antiquités a réceptionné ces deux objets des mains du ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Affaires des Égyptiens à l'étranger.



Les artefacts comprennent un sarcophage en bois peint et doré datant de la Basse Époque, qui se distingue par ses ornements raffinés reflétant les rituels funéraires et les techniques de fabrication des sarcophages de cette période. La seconde pièce consiste en une barbe en bois ayant appartenu à une statue de

l'Égypte ancienne, datant du Moyen Empire, représentant un exemple remarquable de l'un des éléments symboliques essentiels de l'art sculptural égyptien antique.

Un rôle central pour le Musée égyptien

Le Musée égyptien du Caire a joué un rôle pivot dans cette opération de récupération. Une commission archéologique spécialisée du musée a procédé à la réception officielle des deux pièces au siège du ministère des Affaires étrangères, avant de les transférer vers l'institution muséale pour y effectuer les examens préliminaires nécessaires, suivis des opérations de restauration indispensables. Une fois les procédures techniques achevées, les artefacts seront intégrés dans le parcours d'exposition permanent du musée, permettant ainsi au public de les découvrir.

Une mission élargie au-delà de

l'exposition

Cette démarche met en lumière l'importance persistante du Musée égyptien du Caire, qui se positionne non seulement comme un espace d'exposition, mais également comme un centre technique spécialisé pour l'examen, la restauration et la documentation des antiquités récupérées, contribuant ainsi à leur réintégration dans le récit historique égyptien.

Cette restitution s'inscrit dans une politique plus large de coopération internationale visant à combattre le pillage archéologique et à garantir le retour des trésors culturels égyptiens dispersés à travers le monde, témoignant de la détermination des autorités égyptiennes à préserver l'intégrité de leur patrimoine millénaire.

Le théâtre algérien à l'honneur au Caire

« El Miftah », une création de Bejaïa portant la cause palestinienne, sélectionnée au Festival du théâtre arabe

Sara Boueche

Le Théâtre régional Abdelmalek-Bouguerrouh de Bejaïa s'apprête à représenter l'Algérie lors de la 16e édition du Festival du théâtre arabe au Caire, du 10 au 16 janvier 2026, avec sa production « El Miftah » (La clé), une œuvre audacieuse plaçant la Palestine au cœur de son propos dramatique.

La sélection de « El Miftah », mise en scène par Ziani Chérif Ayad, parmi seize productions arabes retenues pour ce festival prestigieux constitue une reconnaissance significative du dynamisme et de la qualité du théâtre algérien contemporain. Comme l'a souligné l'établissement culturel dans son communiqué publié mercredi, ce choix opéré par le comité du Festival représente « une consécration pour la valeur de cette création artistique et pour sa qualité esthétique, réaffirmant la présence du théâtre algérien et la force de sa contribution sur la scène culturelle arabe à travers des œuvres renouvelées et des talents artistiques distingués ».

Cette distinction s'inscrit dans une trajectoire positive pour la création dramatique nationale, témoignant de sa capacité à rayonner au-delà des frontières algériennes et à s'inscrire dans les débats culturels et politiques qui traversent le monde arabe contemporain.

Produite en 2025 avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, « El Miftah » se distingue par son approche artistique novatrice. Structurée en huit tableaux et inspirée du texte « Eddaoua » de l'écrivain Mohamed Bourahla, l'œuvre adopte une forme hybride mêlant théâtre dramatique, musique et ballet. Cette démarche pluridisciplinaire permet d'explorer sous différents angles les dimensions identitaires et mémorielles liées à la question palestinienne, thème central de la pièce.

Le communiqué du théâtre présente « El Miftah » comme « une œuvre audacieuse mêlant drame, musique et ballet, interrogeant à nouveau l'identité et la mémoire, et plaçant la Palestine au cœur de l'événement comme symbole de résistance et d'espoir ». Le titre même de la production

revêt une dimension symbolique forte : la clé fait référence aux clés que conservent précieusement les réfugiés palestiniens comme emblème de leur droit au retour et de leur attachement à leur terre d'origine.

Cette approche artistique, qui conjugue innovation formelle et engagement politique, reflète la volonté de la création algérienne de porter un message humaniste tout en renouvelant les codes du théâtre engagé. En abordant un sujet d'actualité brûlante à travers une forme théâtrale innovante, « El Miftah » s'inscrit dans une tradition du théâtre arabe qui allie préoccupations esthétiques et responsabilité sociale.

Le Festival du théâtre arabe du Caire, qui célébrera en janvier 2026 sa 16e édition, s'affirme comme un rendez-vous incontournable de la scène dramatique arabe. Cette manifestation culturelle rassemblera seize productions issues de sept pays : l'Algérie, la Tunisie, l'Irak, la Jordanie, le Qatar, le Liban et l'Égypte. Cette diversité géographique offrira au public égyptien et aux professionnels du théâtre une occasion privilégiée de



découvrir la richesse et la variété des expressions dramatiques contemporaines dans le monde arabe.

Pour le Théâtre régional Abdelmalek-Bouguerrouh de Bejaïa, cette participation représente bien plus qu'une simple présence sur une scène internationale. Elle constitue une opportunité précieuse de confronter son travail à celui d'autres compagnies arabes, d'enrichir sa démarche artistique par le dialogue interculturel et d'inscrire sa réflexion dans un espace de débat plus vaste sur les enjeux qui traversent les sociétés arabes contemporaines.

La présence algérienne à ce rendez-vous théâtral majeur confirme la vitalité de la création dramatique nationale et son ancrage profond dans les préoccupations collectives du monde arabe, notamment la question palestinienne qui demeure au cœur des solidarités régionales et des mobilisations culturelles. En portant « El Miftah » sur la scène cairote, le théâtre de Bejaïa ne se contentera pas de représenter l'Algérie : il participera à un mouvement plus large de résistance culturelle et de préservation de la mémoire collective arabe.



Bientôt un musée Michael Jackson à Monaco ?

Jermaine Jackson a annoncé un projet de musée consacré aux créations artistiques de son frère Michael, incluant plus d’une centaine de tableaux peints par la star. Le lieu et la date d’ouverture restent à définir, mais la collection est prête

Un musée consacré au King of Pop ? Jermaine Jackson, un des frères de Michael Jackson, a annoncé mercredi à Monaco qu’il préparait la création d’un musée entièrement consacré à l’œuvre artistique, un projet destiné à mettre en lumière une facette méconnue du chanteur : son activité de peintre. L’ancien membre des Jackson Five affirme avoir réuni avec sa



famille un important ensemble de tableaux et d’objets personnels du roi de la pop, mort en 2009. Présent dans la principauté à

l’occasion du gala de Noël du magazine The Monegasque, Jermaine Jackson a expliqué que près de 200 pièces composent

déjà le fonds initial, dont plus de 120 peintures attribuées à son frère. Le lieu d’implantation du musée, tout comme son calendrier d’ouverture, n’ont toutefois pas encore été fixés. « Michael était aussi un peintre incroyable », a assuré le grand frère qui a également rassemblé toute une collection de souvenirs sur toute la famille, depuis les débuts dans les années 1960 jusqu’à sa mort. Un musée « vibrant » Installé plusieurs années à Monaco dans les années 1990, Jermaine Jackson porte ce projet avec Luiz Costa Macambira, fondateur de The Monegasque et ami de longue date. La structure sera financée par la Jackson Family Legacy Investments,

société créée pour assurer la pérennité et la transmission du patrimoine artistique familial. Le musicien dit vouloir concevoir un espace vivant, loin du modèle muséal classique : « Les musées sont souvent silencieux. Nous voulons quelque chose d’aussi vibrant que ce que nous faisons sur scène », affirme-t-il. Il souligne également les liens étroits qu’il entretient avec Monaco et son souverain : « Nous aimons profondément Monaco, et le prince Albert connaît très bien notre famille », confie Jermaine Jackson, qui imagine volontiers lancer ce projet dans la principauté.

Rio célèbre la Journée nationale de la samba au sommet du Corcovado

Pour célébrer la Journée nationale de la samba, le traditionnel train du Corcovado s’est transformé en « Train de la Samba ». À bord, des artistes emblématiques ont mêlé rythmes envoûtants et spiritualité lors d’une messe de thanksgiving unique, culminant sous le regard du Christ Rédempteur. Le père Omar Raposo, recteur du sanctuaire, a salué cet événement comme un symbole de l’enthousiasme pour la culture carioca. « Il y a beaucoup de foi chez notre peuple brésilien. Dans la culture de la samba, on trouve des valeurs, de l’amour,

du respect ; c’est là que Dieu se manifeste. Accueillir les sambistes au Corcovado reflète pleinement notre enthousiasme pour la culture carioca », a-t-il déclaré. Durant la messe, les artistes ont chanté et joué, ponctuant la cérémonie de rythmes envoûtants. La célébration s’est ensuite prolongée au sommet du Corcovado, aux côtés de représentants des écoles de samba les plus traditionnelles de la ville. Parmi eux, Selminha Sorriso, porte-drapeau de l’école Beija-Flor, a partagé son attachement à la portée mémorielle de cet

événement : « La samba est ma vie... Célébrer cette journée sous le regard du Christ Rédempteur est une immense joie, pour nous, mais aussi pour nos ancêtres, qui ont tant souffert et ont résisté pour que nous soyons ici aujourd’hui. » Cette édition marque également le 30^e anniversaire du Train de la Samba, qui relie la gare de Central do Brasil au quartier d’Oswaldo Cruz, l’un des berceaux de la samba moderne, rappelant la richesse et l’histoire de ce patrimoine musical incontournable de Rio.



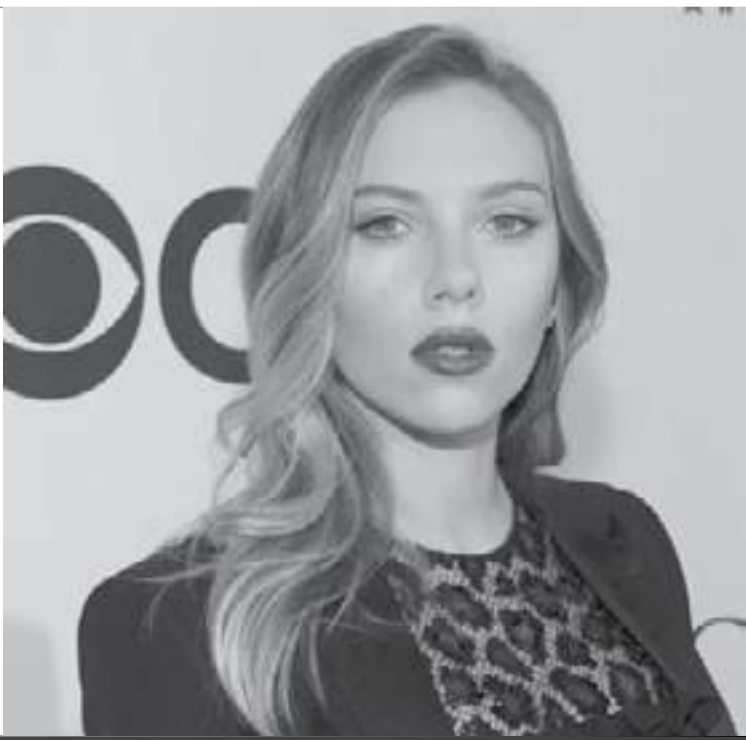
Scarlett Johansson sur le point de rejoindre le casting de «Batman II»

Black Widow face à Batman ? On se demande en tout cas quel rôle l’actrice pourrait endosser face au Justicier masqué dans le nouveau film DC de Matt Reeves...

Scarlett Johansson mène sa carrière d’une main de maître. L’adolescente de 14 ans qui donnait la réplique à Robert Redford dans L’Homme qui murmurait à l’oreille des chevaux en 1998 est devenue une productrice avisée et « la reine absolue du box-office » en tant qu’actrice. Pas étonnant donc que celle qui a passé une dizaine d’années à faire le bonheur des fans de l’univers cinématographique de Marvel soit sollicitée pour rejoindre celui de DC. L’ancienne Veuve Noire

negocierait sa présence au casting de The Batman Part II, sous la direction de Matt Reeves, déjà réalisateur du premier opus The Batman, un succès mondial qui a rapporté 772 millions de dollars. Quel rôle dans « Batman » ? Selon Nexus Point, les transactions seraient sur le point d’aboutir. Le film, annoncé et plusieurs fois repoussé, est prévu pour octobre 2027. Matt Reeves sera également scénariste et coproducteur du long-métrage, via sa société de production. Scarlett Johansson aurait pour partenaire Robert Pattinson, de retour dans le rôle de l’homme chauve-souris. À ce stade, les paris vont bon train sur le rôle que pourrait interpréter Scarlett Johansson. La super méchante Andrea Beaumont (Le

Phantasm) ? L’autre supervillaine, Pamela Isley (Poison Ivy) ? La journaliste Vicki Vale ? Ou bien l’actrice et ex-fiancée de Batman, Julie Madison ? En attendant d’en savoir davantage, tablons sur du solide : l’actrice de Jurassic World : Renaissance a signé pour un rôle dans un film de la saga L’Exorciste et jouera aussi dans le drame policier Paper Tiger, de James Gray, aux côtés de Miles Teller et d’Adam Driver. La star qui a été couronnée d’un British Academy Film Award et d’un Tony a également fait ses débuts remarquables en tant que réalisatrice. Son premier long-métrage, Eleanor the Great, a été présenté en première mondiale au dernier Festival de Cannes. Il est sorti en France le 19 novembre.





Transpirer vous aide-t-il vraiment à éliminer un rhume plus vite ?

Le point du de vue du Dr Kierzek

L'idée tenace selon laquelle faire monter la température corporelle vous aidera à éliminer plus rapidement les virus est-elle vraie ? Et que faire réellement pour se débarrasser d'un rhume ? Le Dr Gérald Kierzek fait le point. Voilà un conseil de grand-mère qui a traversé toutes les générations : Si avez pris froid et souffrez d'un rhume, rien de tel qu'une bonne suée, sous les couvertures toute la nuit ou dans un bain bien chaud, pour chasser les virus malvenus de votre organisme. Si l'on peut comprendre la logique (le chaud qui chasserait le froid), une question se pose : transpirer a-t-il vraiment ce pouvoir ? Augmenter la transpiration



ne sert pas à grand chose Pour le Dr Gérald Kierzek, directeur médical de Doctissimo, l'idée relève de la légende urbaine qui perdure dans les foyers . «Non, se faire transpirer via un bain chaud ou des couvertures ne permet pas de guérir un rhume plus vite, car aucune preuve scientifique ne soutient

que la transpiration élimine le virus responsable» oppose-t-il. Concrètement, la transpiration sert principalement à refroidir le corps. «Mais elle n'affecte pas la multiplication virale, qui est combattue par le système immunitaire en 7 à 10 jours». Et ce, quoi que l'on fasse.

Pire, se forcer à suer aurait même des effets délétères sur la santé, qui pourraient aggraver votre inconfort. «Cela peut même aggraver la fatigue ou la déshydratation, prolongeant les symptômes au lieu de les raccourcir». Se forcer à transpirer à rosses gouttes est donc une idée à oublier. Le chaud pour soulager les symptômes ? En revanche, le chaud, sans abus, peut aider à soulager les symptômes liés au rhume. «Un bain chaud ou une vapeur (douche chaude, inhalation) peut dilater les vaisseaux et humidifier les muqueuses, soulageant temporairement le nez bouché sans accélérer la guérison» précise l'expert. Mais c'est tout ! Les efforts intenses ou les

saunas prolongés en début de rhume, épuisent l'énergie nécessaire à la défense immunitaire, sans vous aider. Ce qu'il faut faire pour récupérer au mieux En définitive, rien de bien violent ne devrait être fait pour éliminer un rhume. La récupération immunitaire repose sur des gestes simples et doux :

- Du repos et une hydratation abondante ;
- Une activité légère «comme la marche si vous n'avez pas de fièvre», pour stimuler la circulation sans excès est également recommandée. Et... voilà tout ! «En cas de symptômes persistants au-delà de 10 jours, mieux vaut consulter un médecin» conclut le médecin.

Douleur à la gorge d'un seul côté, les causes fréquentes et les signes d'urgence à reconnaître

Vous ressentez une douleur d'un seul côté de votre gorge ? Que peut être ce phénomène et devez-vous vous en inquiéter ? Le Dr Gérald Kierzek, directeur médical de Doctissimo répond. Votre gorge vous fait souffrir, mais fait étrange, un seul côté vous semble douloureux ? Qu'est-ce que cela peut vouloir dire et est-ce inquiétant? Voici tout ce que vous devez savoir. Des causes souvent bénignes La première chose à savoir est qu'une gorge qui fait mal de façon unilatérale est souvent le signe d'une cause courant, voire bénigne. «Cela peut être par exemple une amygdalite cryptique. Elle se reconnaît à une amygdale recouvert d'un dépôt blanchâtre et malodorant. C'est tout à fait sans gravité» annonce le Dr Gérald Kierzek, médecin

urgentiste et directeur médical de Doctissimo. Une simple irritation peut aussi être à l'origine de cette sensation, si elle est passagère. «Un reflux gastro-œsophagien, des allergènes ou même une blessure physique (par des débris alimentaires, une arête de poisson, etc.) peuvent donner une douleur d'un seul côté», énumère notre expert. Une infection ORL Dans de nombreux cas également, un gorge douloureuse évoque une infection de la zone, causée par des bactéries ou un virus. «C'est le cas d'une amygdalite unilatérale, une pharyngite ou encore un abcès périamygdalien», souligne le Dr Kierzek.

- La pharyngite par exemple est l'une des causes les plus fréquentes du mal de gorge avec l'angine. Une laryngite peut aussi provoquer

une douleur, associée à une voix rauque et une toux ;

- Une angine, (ou inflammation des amygdales) qu'elle soit virale ou bactérienne, peut aussi donner lieux à une douleur d'un seul côté de la gorge. On parle alors d'angine rouge. Blanche, quand les amygdales sont recouvertes d'un enduit ;
- L'abcès périamygdalien, ou phlegmon, peut donner lieu à une forte douleur dans la gorge. Cette infection bactérienne grave est une complication d'une angine ou d'une pharyngite non traitée ou partiellement traitée et doit être vue en urgence par un médecin. La tumeur, rare mais grave Enfin une tumeur ou un cancer de la gorge peuvent aussi être à l'origine d'une douleur unilatérale. «Bien que rare, cela fait



partie des causes possibles, surtout si la douleur est persistante, accompagnée de symptômes comme une perte de poids importante», soutient le médecin. Quand consulter ? Quand s'inquiéter? Comme toute douleur ou symptôme, la douleur à la gorge doit vous inviter à consulter votre médecin «si les symptômes persistent ou s'aggravent». Concernant l'urgence, le profil du patient peut jouer. Un mal de gorge avec fièvre modérée depuis quelques

jours sur un enfant sera probablement dû à une infection. Une douleur qui dure depuis des semaines, sans amélioration chez une personne âgée, doit suggérer des examens complémentaires. Enfin, quel que soit votre profil, des symptômes tels que :

- Une fatigue importante ;
- de la fièvre supérieure à 39 °C ;
- des signes qui vous inquiètent (ganglions gonflés, éruptions cutanées, vomissements...).



Cette plante à installer à l'automne permet de dire adieu aux mauvaises herbes

L'automne s'installe doucement, apportant son lot de feuilles mortes et de températures plus fraîches. C'est une période propice pour préparer son jardin et éviter certains désagréments.

Si la belle saison est souvent synonyme de fleurs éclatantes et de verdure luxuriante, l'automne invite à une autre forme de travail. C'est le moment idéal pour penser à l'entretien du jardin, avant que le froid ne s'installe. Dans cette phase de transition, une plante peut devenir votre alliée pour éviter bien des tracas : elle peut limiter les mauvaises herbes qui envahissent les espaces laissés vides. Les mauvaises herbes, ces plantes tenaces et souvent inesthétiques, prospèrent particulièrement



lorsque le jardin manque d'entretien. En automne, si vous laissez des espaces vides ou mal couverts, elles s'installent rapidement. Loin de se contenter de s'inviter dans les coins

oubliés, elles prennent de plus en plus de place et peuvent vite envahir les plates-bandes. Cette prolifération est souvent due à la baisse de l'attention qu'on porte à son jardin à la fin de la saison

estivale. Cependant, il existe une solution simple et efficace pour garder votre jardin propre et bien ordonné : remplacer les mauvaises herbes par une autre plante qui réduit la lumière disponible pour les adventices. C'est une plante discrète, mais extrêmement efficace, qui peut répondre à cette problématique. Elle pousse bas, forme un tapis dense et vert, et a l'avantage d'être peu exigeante. Cette plante se contente de peu, résiste aux conditions climatiques difficiles et tolère bien l'ombre. En outre, elle ne nécessite que peu d'entretien, ce qui en fait une excellente alternative aux mauvaises herbes. De plus, elle est particulièrement résistante à la sécheresse, un atout non négligeable pour les saisons plus froides. Cette plante ? Le trèfle

blanc nain, un choix parfait pour garder votre jardin impeccable tout en limitant l'apparition de ces intruses. Adopter cette plante est facile. En automne, il suffit de semer ses petites graines directement dans les zones que vous souhaitez couvrir. Préparez bien votre sol en l'aérant légèrement, puis étalez les graines sur la surface. Arrosez régulièrement pour favoriser la germination, mais sans excès, car cette plante préfère un sol plutôt sec. Une fois qu'elle commence à pousser, vous n'aurez plus qu'à l'observer se transformer en un joli tapis vert, qui concurrencera les mauvaises herbes qui veulent s'installer. L'avantage du trèfle blanc nain est qu'il ne demande que peu de soins et peut se maintenir toute l'année, y compris pendant l'hiver.

C'est la technique pour aider un enfant à se concentrer plus longtemps

Les enfants ont souvent du mal à rester concentrés plus de quelques minutes. Heureusement, une méthode précise peut les aider à prolonger leur attention.

On sait à quel point il est difficile de demander à un enfant de rester attentif plus de quelques minutes. Dans une salle de classe, au moment des devoirs ou même pendant une activité qui demande un minimum d'effort, la concentration a tendance à rapidement s'effriter. Et pour cause, il faut savoir que l'attention, ce n'est pas seulement la faculté de fixer son regard sur un objet ou de tendre l'oreille quand quelqu'un parle. C'est un processus cognitif complexe qui sélectionne ce qui compte et filtre ce qui peut être laissé de côté. Elle sert à se concentrer sur une tâche précise, mais aussi à passer rapidement d'une activité

à l'autre, comme recopier un exercice écrit au tableau tout en suivant les explications de l'enseignant. Quand ce mécanisme se dérègle – après une lésion cérébrale par exemple, ou dans le cadre de troubles de l'attention – tout devient plus compliqué : rester assis sans bouger, trier les informations utiles, ne pas être happé par le moindre bruit, suivre une instruction sans décrocher en chemin. L'enfant se fatigue plus vite, se perd dans des consignes trop longues et peut se décourager. Dans une étude menée par le Royal Children's Hospital de Melbourne sur l'attention et la concentration, les chercheurs rappellent que ces difficultés peuvent être formellement identifiées lors d'une évaluation neuropsychologique. Le spécialiste repère alors les forces et les faiblesses cognitives

de l'enfant et construit un accompagnement adapté. Cette approche ne consiste pas à imposer plus de discipline ou à multiplier les rappels à l'ordre, mais à modifier l'environnement et l'organisation du travail. Plusieurs stratégies s'avèrent efficaces : planifier les tâches qui demandent le plus de concentration au moment où l'enfant est le plus disponible, limiter les sources de distraction en l'installant à un endroit calme, réduire la quantité d'informations transmises d'un seul coup ou encore alterner les activités mentales et physiques. Ces ajustements permettent déjà de créer des conditions plus favorables à l'attention, mais ils ne suffisent pas toujours. Les neuropsychologues insistent sur le fait que plus l'attention est sollicitée, plus elle s'épuise rapidement. Demander à un



enfant de rester concentré longtemps sans interruption revient à courir le risque de le mettre en échec. C'est pour cette raison que certains cliniciens recommandent une méthode précise : fractionner les tâches en petits blocs clairement délimités et prévoir des pauses régulières entre chaque. Plutôt que de s'attaquer à un exercice ou un devoir comme à

un long tunnel, l'enfant progresse par étapes, avec un début et une fin identifiables et retrouve à chaque pause la disponibilité nécessaire pour se focaliser sur une tâche. Une technique à connaître et à appliquer au besoin. À force, l'enfant pourra mieux gérer son attention et progresser plus sereinement !

Les conseils d'une dermatologue pour se débarrasser rapidement d'un bouton

Vous cherchez à faire disparaître le plus vite possible un bouton qui a fait son apparition sur votre visage ? Une dermatologue dévoile les gestes à adopter pour le faire partir, tout en prenant soin de sa peau.

Face caméra, la dermatologue liste les gestes à effectuer «si vous avez un énorme bouton qui vous dérange et que vous voulez vous en débarrasser au plus vite» à la maison. Tout d'abord, Dr Joyce Park préconise l'utilisation d'un soin devenu incontournable en quelques années : les patches anti-

imperfections. «La solution la plus rapide consiste à utiliser un patch hydrocolloïde qui aide à absorber le pus et le liquide, tout en vous empêchant de toucher votre visage», détaille-t-elle. Autre possibilité, la dermatologue conseille d'appliquer de l'acide salicylique, «car il pénètre dans les pores et aide à les déboucher».

Toutefois, elle précise que son application n'est pas une solution miracle, mais plutôt une aide sur le long terme à intégrer dans sa routine de soins. Enfin, Dr Joyce Park termine par rappeler un conseil essentiel : ne touchez pas, ni ne tentez surtout pas de percer votre bouton. En effet, non seulement les mains sont des

nids à bactéries, mais aussi, vous risquez d'aggraver l'inflammation et la possibilité de finir avec une cicatrice. «Il n'existe pas de remède miracle pour faire disparaître instantanément un bouton, mais ces options permettront d'accélérer le processus sans abîmer votre peau», conclut-elle.

Eurovision 2026

Israël n'est pas exclu, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Irlande boycotteront

Jeudi dernier, lors d'une assemblée générale, les membres de l'Union européenne de radiotélévision ont approuvé le nouveau règlement et validé, de fait, le maintien d'Israël au concours Eurovision de la chanson. En conséquence, plusieurs pays boycotteront

La décision est enfin tombée. Israël participera à la prochaine édition du concours Eurovision de la chanson qui se tiendra du 12 au 16 mai à Vienne (Autriche). Ainsi en ont diffusé les diffuseurs membres de l'Union européenne de radiotélévision (UER) réunis jeudi et vendredi dernier à Genève (Suisse) pour l'assemblée générale de l'organisation.

L'UER a soumis à un vote à bulletin secret l'approbation du nouveau règlement proposé le mois dernier. Celui-ci a été validé par 738 voix pour, 264 contre et 120 abstentions, sur un total de 1.122 votants rapporte le site 20minutos.es. La question du maintien d'Israël dans la compétition n'a pas donné lieu à un nouveau scrutin.

Citée dans un communiqué, Delphine Ernotte, actuelle pré-

sidente de l'UER, a déclaré que « le résultat de ce vote démontre que nos membres partagent cet engagement en faveur de la transparence et de la confiance dans le concours ».

L'Europe divisée Avant l'annonce de l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, la participation d'Israël à la compétition avait divisé les diffuseurs européens. Plusieurs pays tels que l'Espagne, l'Irlande, la Slovénie, l'Islande et les Pays-Bas avaient ainsi fait part de leur intention de se retirer du concours si l'État hébreu y concourait l'an prochain. L'Allemagne et l'Autriche, pays organisateur de l'édition 2026, s'étaient de leur côté prononcées en faveur de la participation israélienne.

La chaîne néerlandaise AVROTROS avait notamment justifié sa position en mettant en avant les « sérieuses violations de la liberté de la presse » commises par les Israéliens à Gaza. Elle accusait Israël d'avoir commis « des interférences prouvées lors de la dernière édition, se livrant à une instrumentalisation politique de l'événement ». Raison pour laquelle l'UER a décidé de faire

évoluer son règlement. Pour les Pays-Bas, des valeurs universelles « ont été compromises »

Jeudi soir, après l'officialisation des résultats du vote, AVROTROS a annoncé que les Pays-Bas ne participeraient pas à l'Eurovision 2026. « Cela n'a pas été une décision facile, et elle n'a pas été prise à la légère. Le concours Eurovision de la chanson est très important pour nous. La culture unit, mais pas à n'importe quel prix. Ce qu'il s'est passé lors de l'année écoulée a mis à l'épreuve nos principes. Des valeurs universelles telles que l'humanité et la liberté de la presse ont été gravement compromises, et, pour nous, ces valeurs sont non négociables. En tant que chaîne de service public, nous avons la responsabilité de rester fidèles à nos valeurs fondamentales, même lorsque cela s'avère difficile ou délicat », a réagi, dans un communiqué Taco Zimmerman, le directeur général d'AVROTROS.

La chaîne espagnole RTVE et son homologue irlandaise RTE ont également annoncé, via un communiqué, le retrait de l'Es-



pagne et de l'Irlande suite au résultat du vote de jeudi dernier. Au tour de la Slovénie ?

La Slovénie serait en passe de boycotter également l'Eurovision. Natalija Gorščak, la présidente du conseil d'administration de RTV Slovénie a déclaré, lors de son discours devant les autres membres : « Nos journalistes n'étaient pas, et ne sont toujours pas, autorisés à entrer à Gaza, où plus de 200 journalistes ont été tués. L'année dernière, nous avons constaté que la prestation israélienne était politique », relaye le site de la chaîne pu-

blique slovène. Natalija Gorščak a ajouté : « N'oublions pas que nous avons interdit une prestation similaire d'une chanteuse russe en Ukraine. En 2017, nous avons ouvert la boîte de Pandore à Stockholm lorsqu'une chanson politique a remporté le concours [1994 de Jamala pour l'Ukraine], et depuis, nous luttons contre la politisation de l'Eurovision. » Les diffuseurs ont jusqu'au 10 décembre pour confirmer leur participation au concours Eurovision de la chanson 2026.

Kate Winslet fait ses premiers pas de réalisatrice avec «Goodbye June» sur un scénario de son fils

Inspiré par le décès de la mère de l'actrice, le film sera diffusé sur Netflix le 24 décembre.

C'est un long-métrage «sur la perte, mais aussi une très belle histoire de famille et de vie, d'amour, sur ce que signifie d'être humain et de gérer ensemble des émotions difficiles», a déclaré la réalisatrice à l'AFP lors d'une interview sur le tapis rouge.

Kate Winslet avait «déjà pensé



à la réalisation», mais ne savait pas «quand elle se sentirait prête, techniquement mais aussi émotionnellement». «J'ai trouvé ça incroyablement gratifiant, stimulant, enrichissant», a-t-elle ajouté, désireuse de retenter l'expérience.

L'actrice oscarisée s'est décidée à franchir le pas en lisant le scénario de son fils, l'acteur Joe Anders, 21 ans, qui l'a «énormément impressionnée». «Au

moment où il était prêt à être envoyé à des réalisateurs, je me suis dit que je ne voulais pas laisser passer cette opportunité», a-t-elle raconté. Elle a aussi voulu passer derrière la caméra pour participer à un «changement de culture». «J'ai passé une grande partie de ma vie à défendre les femmes. J'ai 50 ans et je l'ai fait ! J'en suis fière», a-t-elle lancé.

Meghan Markle

Son père Thomas en soins intensifs après une opération en urgence

Thomas Markle, le père de Meghan Markle, a été hospitalisé en urgence. Placé en soins intensifs, l'homme se retrouve dans une situation compliquée.

Alors que Meghan Markle dévoilait en toute sérénité l'épisode spécial fêtes de son émission With Love, Meghan sur Netflix, une situation bien plus sombre se jouait à des milliers de kilomètres de là. Son père, Thomas

Markle, 81 ans, a été hospitalisé en urgence aux Philippines, où il réside depuis janvier avec son fils Thomas Jr. Après un malaise brutal survenu à son domicile, son état s'est rapidement aggravé, nécessitant une intervention chirurgicale immédiate.

C'est son fils qui a raconté la scène, encore sous le choc. «J'ai emmené papa à l'hôpital près de chez nous. Après plusieurs examens, les médecins ont dit que sa vie était en danger im-

minent», explique au Mirror, Thomas Jr. Face à l'urgence, les soignants ont ordonné un transfert rapide vers un établissement plus équipé, au cœur de la ville. «Ils nous ont emmenés en ambulance, sirènes hurlantes. Mon père a subi une opération de près de trois heures. Je demande à tout le monde de penser à lui», souffle-t-il.

Thomas Markle est aujourd'hui en soins intensifs et doit subir une seconde intervention

pour retirer un caillot de sang. Une nouvelle épreuve pour cet homme dont la santé chancelle depuis des années. Ses proches rappellent qu'il a déjà affronté deux crises cardiaques, un AVC massif en 2022 et d'autres problèmes médicaux lourds. Sa fille aînée, Samantha, confesse que tout ce qu'il a traversé ces dernières années, notamment sur le plan familial, l'a fragilisé : «C'est un homme fort, mais il a tellement souffert. J'espère qu'il

aura la force de surmonter ça». Le nom de Thomas Markle reste associé à l'un des épisodes les plus tendus de la vie de Meghan Markle : son absence à son mariage avec le prince Harry en 2018. Ses ennuis cardiaques de l'époque l'avaient empêché de prendre l'avion, conduisant le roi Charles à accompagner Meghan Markle jusqu'à l'autel.

JOURNEE INTERNATIONALE DU VOLONTARIAT

Le ministre de la jeunesse, Mustafa Hidaoui, accueilli à l'aéroport Rabah Bitat pour une visite à El Tarf

R.C

Le ministre de la jeunesse, Mustafa Hidaoui, a été accueilli à l'aéroport Rabah Bitat par les walis d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, et Mohamed Meziane d'El Tarf, ainsi que les autorités locales des deux wilayas.

Le ministre de la jeunesse, en visite à El Tarf, a supervisé la sixième réunion nationale des jeunes volontaires.

Le Ministre était accompagné de madame Katarina Johansson, Représentante du Bureau de l'UNICEF en Algérie, et de madame Faiza Bendiss, représentante du Fonds des Nations Unies pour la population en Algérie.

Hier-vendredi 05 décembre



2025, le Ministre a rehaussé de sa présence, depuis le lac « Tonga » l'ouverture officielle des événements de la « Sixième réunion nationale des jeunes bénévoles », organisée par

le ministère de la jeunesse à l'occasion de la journée internationale du volontariat, sous le slogan "Intégrer la technologie et l'humanité au service de la société".



Le Marathon Écologique national sera également honoré avec la participation de mille jeunes hommes et femmes de différentes régions du pays, sous le slogan « Pour une

plus grande sensibilisation à l'environnement... "Et un environnement plus propre", en plus de la livraison de l'adhésion du jeune volontaire dans sa deuxième édition.

Alger accueille 4e ASC, grand rendez-vous continental de l'innovation

La 4e édition de la Conférence africaine des startups (ASC), considérée comme le plus grand événement dédié aux jeunes pousses en Afrique, débute samedi à Alger, avec plus de 25.000 participants attendus à cet événement panafricain incontournable pour l'innovation et l'entrepreneuriat.

Placée sous le thème "Pour l'émergence de champions africains", cette conférence, prévue du 6 au 8 décembre en cours au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal, et organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est imposée comme une véritable plateforme continentale destinée à contribuer à bâtir un écosystème technologique compétitif, souverain et inclusif en Afrique. Cette conférence, organisée par le ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et l'incubateur public Algeria Venture, réunira plus de 35 délégations ministérielles, quelque 200 exposants d'Afrique et d'ailleurs et plus de 300 experts internationaux.

Elle accueillera aussi plus de 150 investisseurs, des porteurs de projets, des incubateurs, des

entrepreneurs de la diaspora africaine, des responsables et des représentants d'organisations internationales, ainsi que des acteurs mondiaux.

Cette année, c'est le Rwanda qui sera le pays invité d'honneur, eu égard aux progrès notables réalisés par ce pays en matière d'innovation et à la volonté de l'Algérie de renforcer la coopération avec les pays leaders du continent dans le domaine de l'entrepreneuriat.

L'importance de cet événement a été soulignée récemment par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la tenue de la réunion du Conseil des ministres, qui l'a qualifié de "trait d'union entre les pays africains et le reste du monde". Evoquant l'avancement des préparatifs et les perspectives de cette conférence, le président de la République a assuré que "l'orientation vers l'économie des startups, dans le cadre d'un partenariat intra-africain, est le modèle le plus efficace pour bâtir une économie forte et diversifiée, reposant sur le savoir et portée par l'Algérie".

Outre le sommet ministériel, qui verra la participation de plus de 35 délégations officielles africaines, la conférence mettra en lumière les succès des champions africains ayant réussi

à bâtir des entreprises générant des chiffres d'affaires importants et contribuant au développement de l'économie réelle dans les pays africains.

Pendant les trois jours de l'événement, il est prévu plusieurs activités parallèles, des sessions spécialisées sur la recherche, l'innovation, la création de contenu, la fintech et l'intelligence artificielle, ainsi qu'une exposition mettant en valeur les capacités des jeunes Africains dans le domaine de l'innovation.

Les participants aborderont aussi, dans le cadre des conférences et ateliers prévus, des thématiques d'actualité, notamment l'évolution des technologies, l'état des infrastructures de télécommunications, l'impact climatique du secteur numérique, ainsi que les solutions digitales pour la résilience climatique.

Il est également question d'aborder des thèmes portant sur l'Afrique de demain avec l'IA, les meilleures pratiques d'incubation, l'expansion des startups, l'écosystème d'innovation africain, ainsi que des rencontres de réseautage professionnel entre les institutions de financement et les porteurs de projets.

Par ailleurs, cette manifestation, devenue une véritable plateforme



de coopération, de dialogue et d'échanges d'expériences dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat, permet aux participants d'avoir des opportunités inestimables d'accès aux marchés africains et mondiaux, ainsi que la possibilité d'obtenir des financements internationaux pour la concrétisation de projets innovants.

A travers l'organisation de cette conférence, l'Algérie conforte sa position d'acteur clé dans l'accueil des plus grands événements commerciaux et technologiques continentaux et son rôle important dans la construction d'une économie africaine intégrée et fondée sur l'économie du savoir et les technologies.

En septembre dernier, l'Algérie avait accueilli la 4e Foire intra-

africaine du commerce (IATF), lors de laquelle un Fonds de financement des startups et de la jeunesse innovante en Afrique a été lancé, sur décision du président de la République. Une décision fortement saluée par les dirigeants et entrepreneurs de pays africains et qui illustre la contribution et l'intérêt manifesté par le chef de l'Etat pour le développement de ce secteur.

Depuis sa première édition organisée en 2022, la Conférence africaine des startups reste une occasion idoine de connecter les écosystèmes au-delà des frontières et de catalyser le dialogue entre décideurs, investisseurs et entrepreneurs afin d'accélérer la souveraineté technologique et économique du continent.